

# La théorie postcoloniale et le spectre du capital



Les extraits sont en caractère normal (les notes des références en langue anglaise ne sont pas reprises)  
*Les résumés et les quelques commentaires du copiste sont en italique*

Vivek Chibber  
Éditions de l'Asymétrie, 2018 (2013, pour l'édition en anglais)

Pour les plus endurant-es voir également :  
<https://subalternes.com/>

Et une recension de l'ouvrage :  
<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01612621/document>

## Préface

« Cet essai [de 2008] consistait principalement en un exercice de sociologie de la connaissance : il cherchait à mettre en lumière les conditions générales ayant présidé à l'émergence des études postcoloniales et leur singulière mise au ban du marxisme, mais sans jamais s'en prendre aux thèses provenant du camp subalterniste. » (p. 7)

### 1) La théorie postcoloniale et les *Subaltern Studies*

« Ce phénomène [l'émergence des études postcoloniales et son extension à de multiples disciplines universitaires] s'inscrivait dans une tendance plus vaste au sein de l'université à la fin du siècle, qui s'est depuis rapidement poursuivie et que l'on a souvent défini comme le « tournant culturel ». La brève idylle entre la Nouvelle Gauche [aux États-Unis, les luttes sociales sur les campus dans le sillage du mouvement hippie, de l'opposition à la guerre au Vietnam et des luttes pour les « droits civiques »] et le marxisme matérialiste s'était, à cette époque, largement dissipée ; dans son sillage émergea un intérêt durable pour la culture et l'idéologie, pas simplement comme un objet d'études, mais plutôt comme un principe d'explication qui en vint rapidement à usurper la place d'honneur occupée dix ans auparavant par la « classe » ou le « capitalisme » » (p. 12)

« Le second facteur remarquable concernant les études postcoloniales était leur prétention non seulement à étudier l'histoire coloniale, mais aussi à rendre possible une pratique politique. Leur ambition n'était en effet pas uniquement de contribuer à la production universitaire, mais [...] de révéler et de mettre au premier plan ses capacités *interventionnistes*. » (p. 12)

« Ce faisant, [les études postcoloniales] ont réussi à occuper un espace laissé vacant à gauche par le déclin du marxisme, à la fois au sein de l'Occident industrialisé et chez ses alliés. Cela résulte en partie des trajectoires biographiques de ses protagonistes [Chakravorty Spivak,

Bhabha, Guha, Quijano, Chatterjee, Chakrabarty], qui furent nombreux à prendre part au flirt de la Nouvelle Gauche avec le marxisme. [...] Aussi leur parut-il naturel de faire du marxisme leur interlocuteur principal au moment où ils quittèrent son orbite et conçurent le programme des études postcoloniales. Mais, même si ces éléments biographiques ne sont pas sans intérêt, la principale raison de leur engagement puis de leur rupture avec le marxisme était politique. Le monde avait changé, les contradictions du capitalisme tardif, particulièrement dans les pays du Sud, ne pouvaient plus être appréhendées par les catégories du matérialisme historique. Mais surtout, l'échec des mouvements de libération du vingtième siècle était en grande partie la conséquence d'irréductibles insuffisances théoriques du marxisme.

Ainsi, l'objectif des études postcoloniales rejoint en partie le combat mené par le marxisme un siècle auparavant : formuler une théorie à la hauteur des exigences d'un programme politique de transformation radicale de la société. » (p. 13)

*Mais il existe plusieurs différences entre ces deux ensembles théoriques : le fort enracinement des études postcoloniales dans les universités, à l'inverse du marxisme (à ses débuts... car l'historien britannique E. P. Thomson n'a-t-il pas raillé, dans sa polémique avec Althusser les « marxistes de la chaire », sous-entendu chaire universitaire) et leurs contacts symboliques avec les mouvements sociaux (voir notamment la massive mobilisation en Inde en 2020 - 2021). Une cohérence interne et une systématisme faible (à l'inverse du marxisme, dit l'auteur, en occultant les nombreux débats<sup>1</sup> voire les empoignades, exclusions, éliminations qui ont marquées l'essor du marxisme orthodoxe et son hégémonie momentanée sur le plan théorique et pratique) : « Cette répugnance à s'engager en faveur d'une théorie commune s'est superposée à un phénomène typique de la culture universitaire : la volonté de sembler toujours au courant, à la pointe, d'afficher sa parfaite connaissance des toutes dernières propositions et avancées conceptuelles. Pour ce faire, le moyen le plus couramment utilisé consiste à partir à la recherche des derniers néologismes pour ensuite en émailler ses propres travaux, ne serait-ce qu'à des fins symboliques. Le résultat obtenu est une sorte d'inflation conceptuelle, dans laquelle l'influence substantielle d'un cadre théorique paraît s'étendre bien au-delà de sa portée réelle. Les études postcoloniales se sont fort bien accommodées de cette popularité croissante, en contribuant notamment à la propagation continue de notions comme la « subalternité », l'« hybridité », le « fragment », et la « diaspora » dans le paysage académique. Leur répertoire conceptuel s'est étendu à des travaux de toutes sortes, quand bien même ces derniers ne poursuivent pas un programme de recherche identique ni ne partagent un même ensemble de paramètres théoriques. Ainsi, les travaux qui semblent relever du domaine des études postcoloniales peuvent en réalité concerner des programmes théoriques parfaitement différents. Ils n'auront alors en commun que le style propre au champ des recherches postcoloniales et non sa substance.*

Lorsqu'un champ de recherche ou une pratique intellectuelle devient réellement chaotique, sa critique s'avère particulièrement difficile. Normalement, l'évaluation d'un programme de recherche, quel qu'il soit, impose en premier lieu de cerner ses propositions théoriques principales, lesquelles peuvent être jugées à l'aune de leur cohérence, de leur consistance, de leurs succès empiriques, et ainsi de suite. Mais, dans le cas d'un champ aussi large que celui des études postcoloniales, les critiques prennent le risque de découvrir des contre-exemples pour chaque orientation théorique analysée. Pour chaque écueil théorique relevé par les critiques, leurs défenseurs peuvent avancer des exceptions et des réussites. Le défi est ainsi de déterminer si sous cette montagne de savoirs vaguement connectés gît un noyau commun de propositions et d'engagements. Si nul noyau commun de ce type ne peut être trouvé, alors la tâche suivante consiste à chercher l'existence d'une tendance théorique,

---

1 Voir par exemple, pour les débats autour de la loi de la valeur et du travail abstrait : <http://gesd.free.fr/faccaval.pdf>

au sein du champ, présentant une certaine cohérence ainsi que des engagements explicites, même si ces derniers n'ont pas été adoptés par l'ensemble des acteurs du courant.

Il semble maintenant raisonnable de supposer que, malgré l'effet « boule de neige » de leur jargon, les études postcoloniales recèlent quelques orientations théoriques et politiques communes. Les critiques du nationalisme (de la forme « nation »), de l'eurocentrisme, de l'idéologie coloniale et du déterminisme économique en constituent le cœur. Ses principaux théoriciens prétendent avoir déterré les sources de l'*agency* subalterne et réintroduit la culture comme mécanisme central de l'analyse sociale. » (p. 15 et 16)

« A l'époque où [de jeunes chercheurs regroupés autour de Guha] commencèrent à se réunir, à la fin des années 1970, la plupart des membres du groupe se seraient considérés comme marxistes. Comme nombre de leurs pairs occidentaux, ils étaient impressionnés par l'œuvre du mouvement de « l'histoire par le bas » et par son programme de recherche axé sur la conscience populaire. Toutes les descriptions rédigées par les subalternistes ces dernières années relatent l'influence de E. P. Thomson, d'Eric Hobsbawm et des pionniers de l'histoire populaire. Une autre caractéristique du projet subalterniste était l'intérêt constant pour les travaux d'Antonio Gramsci, dont l'influence auprès des tenants de l'histoire sociale était de plus en plus prégnante à l'époque. » (p. 18)

« Nous retrouvons toutes ces problématiques [histoire des groupes subalternes, des mouvements populaires, de la conscience paysanne, de « l'échec » de l'indépendance et la crise politique d'hégémonie] dans le texte liminaire du premier volume [1982] des *Subaltern Studies*, qui sert aussi de manifeste au groupe. Les rédacteurs de l'article y déclarent que leur intention est non seulement de dévoiler l'histoire cachée des classes laborieuses du sous-continent [indien], mais aussi de fournir des explications quant à l'échec historique du nationalisme indien, tant comme projet politique élitare que comme aspiration populaire à une lutte de libération nationale. » (p. 19)

« Les *Subaltern Studies* ont en grande partie été perçue comme une innovation *au sein* de la théorie marxiste, pas comme une rupture radicale avec celle-ci. [...] Les divergences les plus marquantes apparurent quelques années plus tard, la plus célèbre étant probablement l'essai de Gayatri Chakravorty Spivak « *Subaltern Studies : Deconstructing Historiography* », paru dans le quatrième volume. C'était là le premier signe que le projet passait peut-être du marxisme culturel à un programme résolument plus poststructuraliste. Une telle évolution n'avait rien de surprenant. Depuis le début, les *Subaltern Studies* suivaient de près les tendances intellectuelles de la Nouvelle Gauche. Au sein de cette génération, la théorie poststructuraliste gagnait en popularité à pas de géant. Les subalternistes, en cherchant maintenant leur inspiration chez Foucault et Derrida, suivaient simplement la tendance intellectuelle générale. Un des premiers signes de changement dans le collectif subalterniste est survenu en 1986 avec la publication du livre de Partha Chatterjee *Nationalist Thought and the Colonial World*. Dans ce travail, après avoir déployé quelques arguments marxistes assez classiques à propos du nationalisme indien, Chatterjee proposait un premier aperçu des thèmes qu'il revisiterait et approfondirait au cours des années suivantes – des thématiques qui faisaient montre d'une méfiance résolument postmoderne envers la pensée scientifique, le rationalisme et plus largement envers le projet des Lumières. [...] Au début des années 1990, le basculement intégral vers une sensibilité largement postmoderniste était plus ou moins achevé. Si des essais poursuivant la tâche de l'*histoire par le bas* continuaient d'être publiés dans les volumes annuels, la critique des « grands récits », entre autres, témoignaient à présent d'une préoccupation croissante pour l'analyse textuelle, pour la marginalité, plutôt que pour l'exploitation ou la domination comme concept axial. [...] Mais cette évolution touchait l'ensemble des études régionales – les études africaines, notamment en Afrique du

Sud, les spécialistes de l'Amérique Latine, ainsi que certains départements des études moyen-orientales. [...] Le premier [des puissants soutiens dans la théorie postmarxiste occidentale] fut, comme mentionné précédemment, Gayatri Chakravorty Spivak, qui rejoignit le groupe en 1985 avec la parution de son essai dans le quatrième volume. La publication, en 1987, des *Selected Subaltern Studies*, fut encore plus marquante, en raison notamment de sa préface écrite par Edward Saïd, qui apportait ainsi sa caution au projet (rappelons que le prestige d'Edward Saïd sur la scène intellectuelle à la fin des années 1980 était considérable, et que son livre de 1978 *L'Orientalisme* était déjà devenu un classique). Par conséquent, la publication des *Selected Subaltern Studies* contribua non seulement à exporter le projet aux cercles universitaires en Occident, mais elle permit de le faire avec la bénédiction de deux des personnalités les plus influentes de la théorie culturelle<sup>2</sup>.

L'adhésion des *Subaltern Studies* à la théorie culturelle postmarxienne fut un succès spectaculaire. Après avoir lu les premiers volumes des *Subaltern Studies*, un éminent spécialiste américain de l'Asie du sud affirma sans la moindre ironie ni le plus petit signe d'embarras que « les Indiens, pour la première fois peut-être depuis la colonisation, montrent des signes solides de réappropriation de leur capacité à se représenter ». (p. 20 à 22) *Et l'on sait, que dans les luttes politiques, deux des enjeux majeurs sont, d'une part, la capacité à se représenter le monde social d'une manière adéquate au projet politique et, d'autre part, à représenter un groupe social au nom duquel on s'auto-proclame porte-parole. « Se représenter » servant d'écran et de caution à « représenter ». On peut donc proposer que postcolonial (ou postmoderne) soit l'équivalent fonctionnel dans le monde universitaire mais aussi en politique de post-marxiste, voir anti-marxien : les classes sociales ? C'est dépassé.*

### **Les six thèses des études postcoloniales contre l'histoire officielle (p. 27 à 37)**

- La spécificité du capitalisme colonial : *La bourgeoisie des pays colonisés n'aurait pas réussi à occuper une position hégémonique sur le plan politique et culturel, avant mais aussi après les indépendances nationales. Elle exerce sa domination mais sans hégémonie, laissant persister les relations sociales pré-capitalistes (système de caste en Inde, prédominance des religions, autorité des propriétaires fonciers) et n'essaye pas d'obtenir le consentement des classes populaires. « [Les capitalistes] ne parviendraient donc pas à apaiser la paysannerie, dont l'animosité avait pour cible principale le suzerain terrien. Les capitalistes ne seraient pas davantage capables de promettre aux travailleurs un meilleur niveau de vie, puisqu'une agriculture arriérée resterait un frein pour les taux de croissance. » (p. 28)*

- L'échec de la tendance universalisante du capital : *Cette thèse s'appuie sur deux points, erronés du point de vue de l'auteur : premièrement, dans les révolutions bourgeoises (à commencer par celle en Angleterre de 1640, puis celle en France de 1789), la classe capitaliste aurait fait cause commune avec les intérêts des autres classes subalternes, contre la monarchie absolue. Deuxièmement, une fois au pouvoir la bourgeoisie aurait établi des institutions d'inspiration libérale : égalité formelle, contractualisation, sécularisation, construction d'un État-nation. Selon Chibber, les subalternistes prennent au sérieux le récit apologétique des historiens officiels des révolutions bourgeoises, ou même la doctrine stalinienne, précise-t-il dans un entretien, ils se font donc, paradoxalement, les alliés objectifs de l'histoire comme évolution, en Occident, vers des rapports sociaux toujours plus harmonieux. Car c'est le constat, erroné, que ce récit ne correspond pas avec la réalité historique des pays colonisés qui leur permettent, non pas de réviser leur adhésion à l'histoire officielle, mais de se donner la légitimité de rompre avec la théorie marxiste dont ils sont, pour la plupart, issus et de proposer une autre approche historique*

---

<sup>2</sup> On peut noter le développement dans les départements d'histoire et d'anthropologie d'un courant de recherche : les Colonial Studies, tentant d'appréhender les questions coloniales d'une manière plus rigoureuses. Voir : <https://www.cairn.info/revue-d-histoire-moderne-et-contemporaine-2004-5-page-87.htm#re22no22>

*et politique qui serait spécifique au monde colonial, sous couvert d'une critique des abstractions universalisantes des soit-disant théories occidentalocentrées*

*Il y a donc une double erreur : les révolutions en Europe se sont accompagnées de luttes de classe au sein des opposants à la monarchie absolue<sup>3</sup> et le capitalisme s'accommode fort bien des formes politiques et culturelles qu'il rencontre dans son expansion coloniale, quitte à les instrumentaliser à ses propres fins : l'accumulation infinie de la valeur.*

« L'échec supposé de la dynamique universalisante du capital est un élément important pour la théorie postcoloniale et pour le projet des subalternistes en particulier. Socialement, il indique que les profondes transformations politiques et culturelles qui ont accompagné l'émergence du capitalisme ne pouvaient se produire en Orient – à tout le moins, qu'elles ne pouvaient pas être mise en œuvre conformément au cadre conceptuel libéral ou marxiste. La raison en est que l'agent qui avait, selon les subalternistes, mené à bien ces transformations, nommément la nouvelle bourgeoisie, avait échoué à faire montre de telles propensions une fois arrivé sur les rivages orientaux. Ils tirèrent alors une conclusion théorique de ce fait sociologique : si l'arc de développement et la matrice sociale des pays du Sud en voie de modernisation ne sont pas les mêmes que ceux de l'Europe moderne à ses débuts, et si les formes politiques et culturelles dominantes diffèrent si radicalement de celles de l'Occident moderne, alors les théories importées de l'Occident ne peuvent pas être adaptées à l'étude du contexte oriental. Ainsi l'Orient a besoin de créer *sui generis* ses propres catégories théoriques. » (p. 29 et 30) *Les subalternistes feraient preuve d'une forme Occidentalisme, forme inversée de l'Orientalisme analysé par Edward Saïd, c'est-à-dire une projection de préjugés géographiquement et socialement situés dans des discours visant la connaissance et ses effets déformant en retour. Mais aussi, d'après Chibber, d'un Orientalisme radical... De quoi alimenter des débats sans fin, des discours sur les discours sous-tendu paradoxalement par la « fin des grands récits », pris dans ce que Pierre Bourdieu a qualifié de « cécité croisée ».*

- Le colonialisme et la pluralisation du pouvoir : *Du fait des « spécificités » des espaces coloniaux, coexistent des formes capitalistes et précapitalistes d'exploitation économique et de domination politique. Encore une fois, c'est la théorie marxiste qui est visé, ou plutôt une forme standard qui pose l'infrastructure économique comme base des représentations et institutions superstructurelles qui l'exprime « en dernière analyse » (tic de langage des marxistes comme Althusser ou Badiou...). « La pensée politique européo-marxiste traditionnelle qui fait fusionner les deux [le capital et le pouvoir] reste donc pertinente, bien qu'elle ne soit pas adaptée à la théorisation du pouvoir dans les histoires coloniales modernes. » in A small History of Subaltern Studies, Chakrabarty, (p. 31). Chibber montrera par la suite que cette pluralisation n'est nullement incompatible avec les catégories de l'analyse marxienne, car cette caractéristique est aussi présente dans les espaces « occidentaux ».*

- Les deux domaines de la politique coloniale : « [Cette pluralisation] signifie plutôt qu'il existe en politique un domaine « subalterne » caractérisé, rattaché à, mais distinct de celui des classes dirigeantes. Cet état de fait offrirait alors un contraste saisissant avec l'Europe, où, affirment les subalternistes, une bourgeoisie révolutionnaire a intégré avec succès le domaine populaire à celui de l'élite et de la politique institutionnalisée, prouvant ainsi son hégémonie. » (p. 31) *On comprend que préserver un écart entre un monde bourgeois et un monde subalterne est stratégique quand on va ensuite se proposer d'être les représentants de ces subalternes...*

« Deuxièmement, la persistance de ce domaine subalterne signifie que les formes d'engagement politique typiquement associés à la politique prémoderne subsisteront dans les

---

<sup>3</sup> Voir par exemple pour la révolution française : Pierre Kropotkine, *La grande Révolution*, Éditions Atlande, 2019. Daniel Guérin, *Bourgeois et bras nus*, Éditions Libertalia, 2013.

temps modernes, au même titre que l'idiome dans lequel les luttes des pauvres et des opprimés ont longtemps été exprimées. La langue d'une politique bourgeoise reconnaissable ne deviendra pas universelle. En fait, l'hypothèse selon laquelle la politique est organisée autour de la poursuite rationnelle des intérêts individuels devient problématique. Les actions politiques seront souvent menées dans le langage religieux et porteront sur les questions religieuses. En outre, l'axe dominant sera généralement la communauté/l'ethnicité, et non les intérêts individuels ou de classe. » (p. 32)

*Les bases théoriques des formes de luttes basées sur les catégories spatiales et raciales sont donc en place. Les déterminants sociaux cesseraient d'être pertinents...*

- L'illégitimité du nationalisme colonial : *Les subalternistes renvoient dos à dos les défenseurs du colonialisme et de la « mission civilisatrice », et les leaders indépendantistes parce que ces derniers ont échoués à s'exprimer au nom de la nation. Doit-on sous-entendre que ces théoriciens se pensent plus compétents pour prendre en charge la construction d'une nation unitaire ?*

- L'eurocentrisme de la théorie classique : *De tout ce qui précède, les subalternistes se sentent fondés à écarter les catégories d'analyse issues de « l'Occident » et à proposer une autre grille d'analyse.*

« Chakrabarty reproche ainsi aux marxistes de considérer que les ouvriers sont guidés par leurs *intérêts* et motivés par ce qu'il appelle un « calcul utilitariste », qu'il assimile à une culture bourgeoise. Selon lui, les marxistes ne parviennent pas à comprendre que les ouvriers en Inde étaient animés par une psychologie absolument différente, à savoir une psychologie spécifique à leur culture pré-bourgeoise, dans laquelle les choix n'étaient pas accomplis de façon « rationnelle » afin de servir leurs intérêts matériels. Au contraire, les choix des ouvriers reflétaient l'importance qu'ils accordaient à la communauté, la religion et l'honneur. [...] [En ce qui concerne les paysans] « Nous devons, prévient Chatterjee, reconnaître que la conscience paysanne a sa propre forme paradigmatique, qui n'est pas seulement différente de la conscience bourgeoise, mais est en fait son opposé ». Ainsi, puisque la conscience paysanne est foncièrement différente de la conscience produite par la culture bourgeoise, nous avons besoin de nouvelles catégories autochtones. Ce n'est qu'en mettant de côté les théories occidentales que nous pouvons construire une sociologie convenable de l'*agency* paysanne. » (p. 35)

*On n'aura pas de mal à trouver dans des cadres européens ou latino-américains, des concordances à ces propositions théoriques. Voir par exemple : Manifeste pour un XXI<sup>e</sup> siècle paysan de Silvia Pérez-Vitoria, Éditions Acte Sud, 2015, qui situe son travail dans un cadre non-marxiste assumé. La classe paysanne jouerait-elle le rôle de nouveau sujet révolutionnaire ayant trouvé son porte-parole dans Via Campesina, cette nouvelle internationale des bureaucrates agrariens ? Ou Lénine face aux moujiks de Chantal de Crisenoy, (ré)Éditions de la Lenteur, 2017, qui tend à sur-interpréter les luttes entre organisations (notamment les bolchéviks contre d'une part les S.R., mieux implantés dans les campagnes, et d'autre part les armées makhnovistes) et la bureaucratisation de la Révolution russe, en essentialisant une classe paysanne russe. Voir également toute la littérature apologétique des autonomies latino-américaines, au Chiapas, ou ailleurs, au Rojava par exemple.*

*Les subalternistes proclament un refus de ce qu'ils appellent l'historicisme, regroupant dans cette vaste catégorie des notions comme : l'histoire universelle, la téléologie, le progrès, les stades successifs de développement. Autant de thèmes considérés comme marqués par leur origine occidentale, mais qui constitue aussi une caricature de la théorie que l'on veut réfuter. Tactique classique des outsiders. « Si toutes ces hypothèses sont attribuées au marxisme en particulier, on fait remonter leur origine à la tradition des Lumières. La critique de l'historicisme comprend donc un élément central de la critique de l'eurocentrisme par les*

Subaltern Studies et résume l'essentiel de ce que les subalternes trouvent contestable dans l'analyse politique occidentale. [...] Le plaidoyer en faveur de ce que les subalternistes appellent le « fragment » est étroitement lié à ce refus de l'historicisme. Les fragments sont ces éléments de la vie sociale qui ne peuvent être facilement intégrés aux structures ou au discours dominants – les cultures des minorités, les tracts dissidents, les gestes d'opposition. Les fragments font ainsi partie de la vie sociale. La théorie sociale leur fait violence quand elle les ignore, arguant que seuls le courant dominant ou la puissance sont dignes d'analyse, mais aussi quand elle reconnaît ces minorités mais refuse d'admettre leur particularité, cherchant plutôt à les intégrer à la tendance générale. La théorie postcoloniale doit donc adopter le fragment non seulement comme un marqueur de la résistance aux structures dominantes, mais aussi comme une stratégie analytique. Il constitue un antidote à l'orgueil des théories totalisantes. » (p. 33 à 37)

*Un pas théorique de plus, et on arrive à l'essentialisation des « premier-es concernées »...*

« Tout en montrant la faiblesse de leur raisonnement, et en proposant une conception alternative, j'espère aussi montrer que les Subaltern Studies échouent à tenir leurs deux engagements fondamentaux – à savoir fournir un cadre conceptuel adéquat pour comprendre la nature de la modernité en Orient, et constituer une plateforme pour la critique radicale.

### L'échec didactique

Les Subaltern Studies échouent à convaincre en tant que cadre conceptuel explicatif, parce qu'elles dénaturent systématiquement le rapport entre le capitalisme et la modernité, tant en Orient qu'en Occident. Elle procèdent en fait de deux façons. Premièrement, elles promeuvent une fausse conception de ce qui caractérise le capitalisme en tant que système social. Les théoriciens subalternistes considèrent certains aspects de la culture *libérale* du *vingtième siècle* comme des caractéristiques distinctives du capitalisme lui-même. Très logiquement, en se basant sur une définition si étroite du capitalisme, il est facile de conclure que nous n'avons pas de capitalisme en Orient, ou qu'il s'agit d'une version déficiente de ce système. Rappelons que c'est là la perspective représentée par les thèses 1 à 4, soutenant que le capitalisme a muté après son arrivée dans les colonies, perdant son élan universalisant et produisant un ordre politique fondamentalement différent de l'ordre établi dans l'Europe du début de l'époque moderne. Cet argument, cependant, repose sur une interprétation quelque peu tendancieuse de l'expérience européenne et du « mouvement universalisant » du capitalisme. Je montrerai que les thèses défendues par les Subaltern Studies sur ces deux problématiques sont fondamentalement erronées, parce qu'elles insèrent dans leur définition du capitalisme des éléments spécifiques à sa seule incarnation très récente. Dès que nous effectuons une analyse plus précise de la modernisation européenne, l'apparente déviation de l'Orient par rapport à une prétendue norme s'avère chimérique. En d'autres termes, les conflits politiques, les organisations institutionnelles, les formes de pouvoir et d'autres facteurs du capitalisme postcolonial se révèlent être assez proches de ceux de son ancêtre européen. Les théoriciens subalternistes se trompent donc simplement en affirmant que l'on ne peut expliquer le cours fondamental de la modernité en Orient au prisme du capitalisme. Ce que je montrerai dans mon argumentation au long des chapitres 2 à 6<sup>4</sup>.

---

4 « Il y a de nombreux aspects du monde non occidental qui diffèrent de l'Occident sans être le produit de la classe ni du capitalisme. Nous devrions être capables de produire une analyse matérialiste de ces différences, mais ce ne serait pas une analyse spécifiquement marxiste. Par exemple, la sociologie dominante ou la science politique, des chercheurs provenant d'une tradition weberienne ou bourdieusienne — je considère Bourdieu comme étant essentiellement un matérialiste —, pourront proposer des analyses de phénomènes que les marxistes ne peuvent pas expliquer ou du moins n'expliquent pas ; ce seront cependant toujours des analyses matérialistes. La principale bataille contre la théorie postcoloniale n'est pas une bataille entre le marxisme et la théorie postcoloniale — quoique celle-ci soit bien réelle —, c'est **une bataille qui consiste à défendre le matérialisme contre la théorie postcoloniale.** » Entretien avec Chibber, à la Fondation Maison des Sciences de l'Homme, le 26 juillet 2013 (<https://decolonisationsavoirs.wordpress.com/2012-2013/>). Cet entretien a été publié dans

Les subalternistes dénaturent également le rapport entre le capitalisme et la modernité non pas en obscurcissant le rôle du premier mais en le niant complètement. En d'autres termes, ils évacuent le capitalisme de domaines dans lesquels son influence a été en réalité essentielle. Je le démontrerai dans le chapitre 10, où j'examine l'analyse de l'idéologie nationaliste que l'on trouve chez Partha Chatterjee. Ce dernier note à juste titre qu'un des traits distinctifs du nationalisme colonial fut son attachement à la modernisation scientifique et économique. L'idéologie du nationalisme avait ainsi tendance à promouvoir la modernisation coloniale comme but nécessaire et fondamental. Chatterjee soutient que le passage à la modernisation s'est produit parce que les élites nationales avaient intériorisé le discours occidental, mais je montrerai que cet argument est entièrement erroné. Les élites nationales ont promu la modernisation non pas parce qu'elles étaient victimes d'endoctrinement, mais du fait des contraintes de la gouvernance dans une économie mondiale capitaliste. Ce que Chatterjee présente comme un effet de discours s'affirme en fait comme une reconnaissance des pressions réelles et matérielles du capitalisme mondial. C'est là un exemple de la façon dont les théoriciens subalternistes disqualifient tout bonnement la présence et l'impact du capitalisme, même là où il a joué un rôle central.

Pourtant, les membres du collectif ne prétendent pas que le capitalisme n'entre pas en ligne de compte ou n'ait aucune réalité matérielle. En fait, ils l'invoquent constamment. Ils conviennent que toute théorie viable de la modernité doit tenir compte de sa connexion au capitalisme. Le problème est que, même en reconnaissant son importance, ils obscurcissent sa dynamique – dans certains cas en le dotant de propriétés qu'il n'a pas, et dans d'autres cas en lui refusant des pouvoirs qu'il possède vraiment, et dans quelques cas, tels avec Chatterjee, en le faisant complètement « disparaître ». Le résultat est des plus curieux : en prétendant théoriser le périple mondial du capitalisme, ils séparent le concept de son référent. Il est privé de toutes les propriétés que nous pourrions légitimement lui associer. Ainsi, loin d'éclairer la trajectoire particulière du développement de l'Orient, les théoriciens subalternistes l'enveloppent d'un mystère de plus. Ils soulèvent des questions centrales telles que l'évolution de la situation politique, la structure du pouvoir, l'*agency* sociale et le nationalisme, mais échouent maintes et maintes fois à y répondre correctement, perdant de vue les connexions entre ces phénomènes et les transformations structurelles plus générales. En somme, les théoriciens subalternistes ne répondent pas à la question même qu'ils soulèvent – à savoir : comment l'entrée du capitalisme dans le monde colonial a affecté l'évolution des institutions culturelles et politiques.

### **L'échec critiques**

Deux dimensions caractérisent l'échec de la critique subalterniste.

La dimension la moins évidente, qui n'est pas pour autant la moins importante, peut être exposée tout simplement : on ne peut critiquer convenablement un phénomène social si l'on échoue systématiquement à comprendre son fonctionnement. Les théoriciens des Subaltern Studies ne peuvent pas formuler une critique du capitalisme mondialisé si leur théorisation de ses propriétés fondamentales est fautive. Ils sont incapables de séparer les phénomènes qui sont produits par le capital de ceux qui en sont indépendants. Mais le plus important est que leurs arguments ne sont pas simplement erronés ; en fait, ils s'apparentent à une présentation hautement idéalisée, voire aseptisée, du capitalisme. Si pareille erreur est surtout évidente dans le travail de Guha, elle figure également en bonne place chez Chakrabarty. Cette idéalisation n'est pas voulue ; il s'agit simplement d'une conséquence de leur assimilation du capitalisme à ses récentes incarnations *libérales*. Au lieu de considérer le capitalisme libéral démocratique comme un phénomène récent, issu de siècles de luttes, ils



intègrent ses caractéristiques particulières à leur définition fondamentale du système. En outre, ils attribuent aussi l'émergence de ces libertés à la bourgeoisie européenne. Naturellement, en comparant cette représentation idéalisée et la réalité du capitalisme postcolonial, ce dernier semble complètement déformé et dénaturé. Mais lorsque nous remplaçons cette représentation idéalisée par une analyse plus juste, nous aboutissons à des conclusions très différentes, tant à propos du capitalisme postcolonial que de la qualité de cette modernité. Elles seront d'ailleurs au cœur de mon argumentation au cours des chapitres 3, 4 et 5.

L'échec le plus manifeste sur le plan critique réside dans le fait que, loin d'avoir *porté atteinte* aux représentations colonialistes et orientalistes de l'Orient, les Subaltern Studies ont fini par les *défendre*. Je le montre surtout dans les chapitres 7 et 8, mais aussi dans les chapitres 9 et 10. Cependant ce n'est pas vrai de tous les membres du collectif. Le travail de Guha est pour l'essentiel exempt d'orientalisme, alors que celui-ci occupe une place centrale tant chez Chakrabarty que chez Chatterjee, qui affirment tous deux que les classes laborieuses en Inde ont été motivées par des conceptions du moi fondamentalement différentes de celles de leurs homologues occidentales. D'autres ont relevé cet aspect du cadre conceptuel des Subaltern Studies et en ont émis de puissantes critiques. Je rejoins ces critiques, mais dans une veine différente. Beaucoup ont appelé au rejet des représentations subalternistes de l'*agency* en raison de leur orientalisme. Or, le rejet d'une thèse ne saurait être motivé par le seul fait qu'elle soit offensante. Tant Chatterjee que Chakrabarty déploient des efforts considérables pour étayer leurs arguments empiriquement et théoriquement. La majeure partie des chapitres 7 et 8 est donc consacrée à démontrer que leur orientalisme est non seulement contestable, mais également *faux* – leurs propres éléments de preuve sapent d'ailleurs leurs interprétations de l'*agency* en Orient. J'y ajoute les prémisses essentielles, et j'espère crédibles, d'une théorie sociale de l'*agency* résolument universaliste, tout en m'efforçant d'éviter tout provincialisme. Pour minimiser les accusations de parti pris culturel, j'utilise principalement comme éléments de preuve le travail empirique de Guha, Chatterjee et Chakrabarty lui-même. » (p. 42 à 46)

## 2) La domination sans l'hégémonie : présentation de la thèse

« Les *Subaltern Studies* sont connues pour prôner – et, dit-on, pour illustrer – le rejet des théories eurocentristes héritées du dix-neuvième siècle. [...] Chakrabarty : « *il était impossible d'écrire l'histoire de la modernité politique [de l'Orient] en se contentant d'appliquer l'analytique du capital et du nationalisme disponible dans le marxisme occidental* ». [...] La cause fondamentale de la divergence Orient-Occident résiderait ainsi dans la nature spécifique de la bourgeoisie coloniale. [...], c'est l'absence d'une bourgeoisie révolutionnaire qui explique la persistance de deux domaines politiques parallèles, l'élite et le domaine subalterne. Si le capital n'avait pas abandonné sa « mission universalisante » dans le contexte colonial, il aurait intégré, dans le cadre de sa stratégie hégémonique, la culture subalterne dans sa propre vision libérale du monde. Ce faisant, il aurait créé une culture homogène, suivant en cela ce qui s'est prétendument déroulé en Europe. Mais dans l'Inde coloniale, avance Guha, le capital est parvenu à la domination sans intégrer les classes dominées, que ce soit dans sa propre vision du monde ou dans les institutions caractéristiques de sa domination en Europe. Un gouffre a donc persisté entre l'élite et les domaines subalternes. » (p. 51 et 52)

« Les *Subaltern Studies* sont le fruit de la crise. Jetant un regard rétrospectif sur les origines du projet, Ranajit Guha rappelle le sentiment de frustration et de perplexité ressenti par beaucoup de radicaux indiens, surtout les plus jeunes, dans les années 70. [...] C'est dans ce contexte de cette crise décennale [mort de Nehru, deuxième guerre avec le Pakistan,

guérilla séparatiste communiste (les naxalites), état d'urgence, défaite du Congrès National Indien] que furent lancées les *Subaltern Studies*. Comme le rappelle Guha, les événements des années 70 remirent fortement en question la mythologie nationale de la culture politique indienne. A tout le moins, le maelström politique démentit la prétention du Congrès à représenter les masses. [...] Les années de crise avaient révélé le gouffre séparant l'univers politique de l'élite dirigeante de la culture des groupes subalternes. Il importe aujourd'hui, trois décennies après le lancement des *Subaltern Studies*, de rappeler que l'inspiration du projet était fondamentalement politique.» (p. 54 et 55)

*Pour tenter de se faufiler dans ces controverses entre spécialistes, et dans des univers assez peu connus, on peut proposer comme guide de considérer le rejet du marxisme et l'élaboration d'une grille théorique comme le résultat de la nécessité pour ces intellectuels indiens de s'armer pour être en mesure de penser l'échec, apparent, de la construction d'un État-nation indien relativement intégrateur et les crises consécutives de la période. L'élément tactique est de se tailler un domaine et s'en ériger les théoriciens, voire les porte-paroles, pour mener ultérieurement sa propre stratégie, son propre projet politique. Ce sont donc les subalternes qui seront l'équivalent fonctionnel de la classe ouvrière de l'histoire européenne. Et pour imposer cette représentation comme légitime, il faut affirmer que la culture des subalternes n'a pas été dénaturée par la colonisation et l'indépendance, qu'elle est incompatible avec une « conscience bourgeoise ». Ce terme est utilisé par ces théoriciens pour indiquer des motivations pour l'action politique s'ancrant dans les intérêts individuels et matériels alors que la culture subalterne aurait en son centre l'attachement et le dévouement à la communauté (religion, ethnie, famille, origine régionale, par exemple) et la mise en avant pour les mobilisations de l'identité et non de l'intérêt. On voit que cette distinction est promise à de nombreuses reprises dans tous les domaines des luttes sociales...*

*De cette nécessité de redéfinition du champ de lutte, les subalternistes vont affirmer que les révolutions bourgeoises européennes ont, après leur victoire, institué des formes intégratrices des classes exploitées (contrat, droit du travail, droit civil, égalité formelle, citoyenneté, etc.) qui auraient diffusé l'intérêt personnel comme motif de l'action politique dans la population d'un État-nation moins hétérogène que les pays issus de la colonisation et de leur indépendance ultérieure. Dans ces pays (ici l'Inde indépendante depuis 1947), l'élite au pouvoir a été incapable de négocier cette collaboration de classes. D'où la spécificité des subalternes (ouvriers et paysans) et la nécessité de rejeter l'analyse matérialiste et marxiste.*

*Mais tout en étant capable de comprendre les motivations des subalternes, Chatterjee, un autre théoricien, dans une étude sur les conflits agraires au Bengale, affirme qu'il faut une théorie venue de l'extérieur. Plus loin dans le livre, Chibber note :*

« Le problème est que [les paysans pauvres] sont incapables de reconnaître que leurs intérêts diffèrent de ceux des exploités [les paysans riches, employeurs et prêteurs, avec lesquels les luttes contre les propriétaires fonciers sont menées] au sein du village. La force des normes axées sur la communauté est telle, celle-ci recouvre les facultés cognitives des paysans d'un voile si épais, qu'ils ne peuvent plus distinguer entre les exploités et les autres :

*« L'élément déterminant est l'inaptitude de l'idéologie paysanne-communautariste à offrir un guide perceptif adéquat permettant d'identifier ses amis et ses ennemis dans un contexte de changements agraires rapides : l'idéologie paysanne-communautariste est incapable d'identifier les exploités « intérieurs » ou de reconnaître les relations entre l'appareil d'État bureaucratique « extérieur » et ses agents au sein de la communauté putative. Seuls des systèmes*

*idéologiques alternatifs peuvent apporter une telle conscience à la paysannerie, elle ne peut venir que de l'extérieur, du monde organisé de la politique. » (Chatterjee)*

Il convient de noter au passage l'hyper-avant-gardisme que Chatterjee finit par défendre ici et qui contraste grandement avec son appel programmatique à reconnaître et à respecter l'*agency* subalterne. Il ne nie pas l'existence des intérêts individuels ; il réfute simplement que les paysans indiens puissent les appréhender. Il estime que les agents ruraux sont à ce point handicapés par leur œillères perceptives qu'il leur est impossible de simplement reconnaître la réalité de leur situation ; de telles capacités doivent par conséquent être développées par des forces politiques *extérieures*. Il faut *apprendre* aux paysans à reconnaître les situations dans lesquelles les membres de la communauté leur font du tort. Voilà une tournure bien curieuse pour un projet appelant à la reconnaissance de l'*agency* subalterne » (p. 253 et 254)

*On notera pour notre part qu'il n'y a pas de surprise (ou alors feinte par Chibber) de trouver dans des livres savants ce mode d'emploi des masses. Kautsky n'indiquait-il pas que la science socialiste doit être introduite de l'extérieur dans le mouvement ouvrier par des intellectuels gagnés à la cause du parti<sup>5</sup>. On notera que Chibber, pour argumenter à juste titre que la bourgeoisie en Europe n'a concédé un certain nombre de réformes que sous la contrainte des luttes sociales et politiques, parle de la « classe ouvrière organisée » (p. 219). Même s'il reconnaît que les luttes dans les États capitalistes ont toujours mobilisé des coalitions de classes contre l'oligarchie des élites, il peut affirmer que : « Les travailleurs et les partis ouvriers étaient à l'avant-garde de la lutte pour la démocratie, ils constituaient le centre de gravité et le principal levier du mouvement en raison de leur situation stratégique au sein de l'économie capitaliste en plein essor. Les recherches ultérieures ont constitué un soutien considérable pour la thèse de Therborn en confirmant non seulement le rôle crucial de la classe ouvrière, mais aussi l'idée que le succès du mouvement dépendait généralement d'une coalition plus large dirigée par les travailleurs. » (p. 219 et 220)*

*On comprend un peu le jeu de « cécité croisée » à l'œuvre ici. Les analyses critiques que les subalternistes portent sur les luttes paysannes et ouvrières en Inde recourent étonnamment la critique classique des bureaucraties syndicales dans les luttes sociales en pays capitalistes « européens », ce que Chibber ne met pas au centre de sa description. Conserver l'expression « coalition dirigée par les travailleurs » sent bon son polit-bureau...*

*Les bureaucrates syndicaux ont eux aussi mis en avant la même appartenance à une catégorie englobante (le prolétariat, la classe ouvrière, les salariés, les exploités, etc.) pour éluder*

5 « La conscience socialiste d'aujourd'hui ne peut surgir que sur la base d'une profonde connaissance scientifique. En effet, la science économique contemporaine est autant une condition de la production socialiste que, par exemple, la technique moderne et malgré tout son désir le prolétariat ne peut créer ni l'une ni l'autre; toutes deux surgissent du processus social contemporain. Or, le porteur de la science n'est pas le prolétariat, mais les *intellectuels bourgeois* : c'est en effet dans le cerveau de certains individus de cette catégorie qu'est né le socialisme contemporain, et c'est par eux qu'il a été communiqué aux prolétaires intellectuellement les plus évolués, qui l'introduisent ensuite dans la lutte de classe du prolétariat là où les conditions le permettent.

Ainsi donc, la conscience socialiste est un élément importé du dehors (von Aussen Hineingetragen) dans la lutte de classe du prolétariat, et non quelque chose qui en surgit spontanément (urwüchsig). Aussi le vieux programme de Heinfeld disait-il très justement que la tâche de la social-démocratie est d'introduire dans le prolétariat (littéralement: de remplir le prolétariat) la conscience de sa situation et la conscience de sa mission ». Kautsky cité par Lénine dans *Que faire?* (1901-1902), Éd. Sociales, 1960, T. V, pp. 390-391. Propos que Lénine ne désavoue pas et avec lesquels il s'arrange très bien.

<https://institutthometotal.fr/bibliotheque/PDF/lenine-que-faire.pdf> pour les amateures...

*On notera pour notre propos que Vladimir Illich rajoute peu après : « Il n'y a pas de milieu (car l'humanité n'a pas élaboré une "troisième" idéologie ; et puis d'ailleurs, dans une société déchirée par les antagonismes de classes, il ne saurait jamais exister d'idéologie en dehors ou au-dessus des classes). » L'affaire est réglée...*

*leurs intérêts spécifiques. Tout comme l'appartenance à une communauté (religieuse, ethnique, villageoise) peut être ostensiblement brandie pour mettre en retrait les antagonismes internes à ces entités.*

## **2.2 Les racines de la crise postcoloniale**

« [Pendant l'ère coloniale] la sphère politique élitaine était, bien entendu, habitée par les élites européennes qui géraient l'appareil d'État colonial ; elle incluait également, semble suggérer Guha, leurs collaborateurs indiens – les sections de la classe dirigeante nationale étaient recrutées au service de l'ordre colonial. Certes, ces nouvelles institutions n'étaient pas de parfaites reproductions de leurs homologues européennes ; par nécessité, elles avaient été fusionnées avec des éléments de l'appareil d'État précolonial hérités de l'État moghol. Néanmoins, ce domaine de la politique avait sa propre intégrité et ses propres pratiques.

Si l'on pouvait associer la politique de l'élite aux institutions modernes et formelles édifiées autour de l'État colonial, la politique subalterne quant à elle constituait un domaine distinct, séparé de celui des classes dominantes et possédant ses propres idiomes et pratiques. La dépendance à l'égard des réseaux locaux informels basés sur la parenté, les liens locaux et les relations primordiales typiques des sociétés agraires traditionnelles était absolument centrale ; occasionnellement, sous certaines conditions, cette dépendance vis-à-vis des réseaux locaux a également pu générer des associations de classes. En général, cependant, alors que le domaine de l'élite se caractérisait par le discours du droit et de l'égalité juridique, le domaine subalterne était imprégné par les formes traditionnelles de la hiérarchie et de la subordination. La transformation qui accompagnait le colonialisme était donc particulière : si elle avait transplanté des pratiques manifestement « moderne » dans le sous-continent, celles-ci restaient largement confinées à la partie supérieure du système politique, laissant la culture des classes subalternes en grande partie inchangée.

Non seulement chaque domaine possédait-il sa langue distincte et ses propres pratiques reproductives, mais il avait aussi sa forme caractéristique de mobilisation politique. Les élites misaient sur des stratégies « descendantes » typiquement oligarchiques pour s'assurer un soutien de masse à leurs campagnes – en utilisant des éléments de l'appareil d'État des réseaux patrons-clients, des formes subtiles de coercition, l'appui des médias, etc. La mobilisation subalterne, d'autre part, procédait à un déploiement tactique « horizontal », en s'appuyant sur les modes d'associations informelles qui étaient centraux à sa reproduction politique. » (p. 56 et 57)

*A noter une opposition entre une tactique hiérarchisée et descendante des dominants et une tactique horizontal des dominés, devenu le lieu commun des mobilisations.*

*Chibber conteste cette séparation entre les deux domaines et indique que l'universalisation des rapports capitalistes peut très bien s'accommoder, voire instrumentaliser, des rapports précapitalistes. La persistance d'un domaine subalterne n'est pas le signe d'un bastion de résistance au capitalisme, qu'il s'agirait d'organiser pour engager la lutte sur des bases d'identités culturelles, elles-mêmes d'ailleurs largement remodelées par les influences directes et indirectes du capital.*

*Dans la suite de ce **deuxième chapitre** et dans le **troisième**, Chibber reprend l'exposé des deux révolutions anglaises et françaises pour insister sur le fait que c'est la pression « d'en bas » qui a mener ces révolutions bien plus loin que ne le souhaitaient la majorité des opposants à l'absolutisme royal. Même si sa critique de la dénomination de « révolution bourgeoise » est là pour « tordre le bâton dans l'autre sens », arguant qu'il y avait déjà en Angleterre des capitalistes*

*(agraires) dans les sphères dirigeantes de l'État et qu'en France il n'y eu que peu de capitalistes à prendre part directement aux événements, il reprend dans les grandes lignes une historiographie qui remet au centre des diverses péripéties la lutte de classes. Enfin, Chibber prend ses distances, à juste titre, avec une version simplificatrice et erronée de l'expansion capitaliste. Les rapports économiques et la sphère politique ne sont pas dans une relation mécanique, ces domaines ont leur relative autonomie. Le capitalisme peut se concilier avec des régimes fort différents : démocratie bourgeoise, bonapartisme, fascisme, « centralisme démocratique », fédéralisme, et toutes les singeries participatives et horizontales du moment... « [...] l'expansion de la logique économique du capital [peut] simplement se passer du genre de transformations culturelles [que les subalternistes] lui prête » (p. 83). Chibber considère comme erronée cette affirmation de Chakrabarty :*

*« Dans les calculs de la modernité, le pouvoir n'est pas une variable dépendante, et le capital ne joue par le rôle de variable indépendante. Le capital et le pouvoir sont deux catégories analysable séparément. La pensée marxiste européenne traditionnelle, qui amalgame les deux, serait dès lors toujours pertinente, mais inadéquate pour analyser le pouvoir dans l'histoire coloniale moderne. » (p. 161)*

*En Angleterre, « La relation du pouvoir bourgeois avec les classes laborieuses était donc bien différente de la description qu'en fait Guha. Les chefs de file de l'opposition n'avaient jamais eu l'intention de mener une révolution ; ils avaient simplement espéré conclure un pacte au sein de l'élite, encouragés par la force de l'unité parlementaire et le désespoir de Charles [crise fiscale et menace d'invasion de l'armée d'Écosse]. Ce qui transforma le conflit en guerre civile, puis en révolution potentielle, fut la combinaison de l'obstination de Charles et de l'entrée en scène des masses londoniennes. Les dirigeants de l'opposition acceptèrent le soutien du mouvement de masse, mais à contre-cœur seulement, et au prix du ralliement d'un nombre croissant de segments de la classe dirigeante au camp royaliste. Il n'y avait là nulle volonté d'élaborer un programme politique qui respectât les intérêts authentiques des classes ouvrières. Au contraire, les dirigeants s'employaient activement à trouver des moyens de remporter la victoire en concédant le moins possible aux ordres inférieurs » (p. 98)*

*En France, « [...] c'est le mouvement populaire qui imposa aux délégués le projet révolutionnaire. Comme nous l'avons vu, rien n'indiquait que le tiers état eût quelque propension à démanteler le féodalisme ou à étendre les droits politiques aux classes laborieuses. Ils n'œuvrèrent dans ce sens que sous la pression du mouvement. Le simple fait que les décrets [abolition formelle de la féodalité et Déclaration des droits] firent suite à une révolte de masse [de l'été 1789] ne prouve peut-être pas irréfutablement que cette dernière en était à l'origine. La réforme aurait pu avoir lieu de toute façon, et peut-être que la pression des masses affecta uniquement le moment précis de son avènement. Mais même cette thèse n'est pas tenable : il suffit de considérer le contenu effectif de la législation qui suivit la publication des décrets généraux, et le lien permanent entre les réformes législatives et le mouvement populaire. » (p. 113)*

*« Si ces deux soulèvements jouèrent directement un rôle, c'est sur le plan du renforcement de l'État et non du capitalisme ou de la démocratie. » (p. 119)*

*Le **chapitre 4** achève sa réfutation de la thèse de Guha sur la domination sans l'hégémonie. Le **chapitre 5** permet à Chibber d'affirmer la réalité de la tendance universalisante du capital quelque soit le domaine géographique, occidental ou oriental, sous une double forme : les rapports économiques d'exploitation de la force de travail et les luttes sociales basées sur les intérêts matériels mis à mal par cette exploitation.*

## 5.2 Que le capitalisme universalise-t-il ?

« [...] Pour Marx, [l'auto expansion du capital] renvoyait à un phénomène agissant à la fois aux niveaux micro et macro. Au niveau macro, il désignait la tendance du système capitaliste à étendre sa zone d'opération – à trouver des nouveaux marchés, à en créer de nouveaux si nécessaire en remplaçant les formes économiques existantes, à s'infiltrer dans toutes les parties du monde et à les incorporer au marché mondial. Mais, pour Marx, cette tendance au niveau macro résulte de l'action des entreprises individuelles au niveau micro. Le capitalisme s'étend géographiquement lorsque les producteurs vont chercher de nouveaux acheteurs pour leurs produits et de nouveaux intrants à intégrer au processus de production. Mais l'autoexpansion du capital signifie aussi l'accroissement de l'étendue des activités pour les producteurs individuels, dans le cadre de la lutte concurrentielle entre les entreprises. Pour exclure du marché les entreprises concurrentes, les producteurs ne cessent de chercher de nouveaux moyens pour baisser le prix de marché de leurs produits. Pour ce faire, ils peuvent notamment accroître leur capacité de production, lancer de plus grandes quantités de produit sur le marché afin d'en faire baisser le coût unitaire. Cela nécessite d'opérer à plus grande échelle, avec de plus grosses unités et des cycles de production plus importants, utilisant ainsi davantage de main-d'œuvre et consommant plus d'intrants – et requérant des marchés encore plus larges et profonds pour absorber les marchandises. Ainsi, lorsque le capital étend sa zone d'opération géographique, il étend également la taille de ses unités, son échelle de production, la base de référence des opérations nécessaires pour entrer sur le marché, et ainsi de suite. Le système non seulement s'élargit, mais il s'approfondit.

Un système économique qui tend à accélérer sa cadence et à se répandre à travers le monde pourrait certainement être défini comme un système en expansion. Mais la raison pour laquelle il devrait être qualifié de système en autoexpansion n'apparaît pas clairement de prime abord. Le choix des mots excède ici les influences hégéliennes de Marx. Je tendrais à penser que le terme a pour but d'exprimer que ce sont les mécanismes internes à sa reproduction qui poussent le capital à s'étendre ; que les capitalistes sont amenés à progresser simplement en vertu de leur qualité de capitalistes – et non du fait de leurs idiosyncrasies particulières, ou de leurs préférences idéologiques, ou de leur bagage culturel. Les agents qui dirigent les entreprises dans une économie entièrement monétaire n'ont pas besoin, pour accumuler du capital, d'incitations autres que celles générées par leur situation structurelle. Les contraintes, note Marx, « se font valoir comme *loi coercitives de la concurrence* et par cela même s'imposent aux capitalistes comme mobiles de leurs opérations ».

L'exigence de survivre sur le marché – parer à la menace d'être remplacé par d'autres producteurs s'ils n'étendent pas constamment leur base de revenus et leur productivité – est la seule motivation dont ils ont besoin. Le capitalisme se développe quand les entreprises, après chaque cycle de production, réinvestissent leurs recettes pour acquérir toujours plus de capital, afin de renforcer leur position sur le marché. Marx définit ce processus comme l'accumulation du capital.

Ce qu'universalise le capitalisme, c'est donc une stratégie particulière de reproduction économique. Il contraint les unités économiques à se concentrer uniquement sur l'accumulation sans fin du capital. Les gestionnaires économiques intériorisent cette contrainte sous la forme d'un objectif, parce qu'elle est devenue indissociable de leur position structurelle de capitalistes ; nul besoin de les convaincre d'agir ainsi. Où qu'aille le capital, cet impératif l'accompagne. Guha est conscient de la dimension économique, et bien qu'il la prenne pour point de départ de son analyse, il l'abandonne lorsqu'il définit l'universalisation comme la création par la bourgeoisie d'un ordre politique englobant. Dans la mesure où la

classe capitaliste n'assoit pas son pouvoir sur le consentement, on peut dire qu'elle a abandonné sa tendance universalisante. Il convient néanmoins de remarquer que sur la base de la nouvelle définition que j'ai proposée, nous pouvons reconnaître que le capital s'est universalisé *même si* sa mission politique n'est pas de gagner le consentement des classes laborieuses. Selon nos critères, le processus d'universalisation est en cours si les stratégies de reproduction des agents s'orientent vers une dépendance à l'égard du marché.

Notre nouvelle définition a effectivement détaché l'universalisation des phénomènes que Guha lui avait associés. L'enjeu désormais est d'évaluer le type de rapports de pouvoir que cette nouvelle définition de l'universalisation implique. Il nous faut dans un premier temps juger de la possibilité que le capital engendre le type de rapports de pouvoir que Chakrabarty a trouvés dans les filatures de jute [sujet de son enquête dans un livre de 1989, où l'auteur analyse les formes d'autorité dont usaient les dirigeants sur les ouvriers dans l'industrie du jute au Bengale entre 1890 et 1940]. La question peut paraître étrange. Après tout, il s'agissait de relations de pouvoir dans des filatures de jute *capitalistes*, lesquelles œuvraient à accumuler du capital. Il semble plutôt évident que le capitalisme peut s'appuyer sur le type de relations de pouvoir que Chakrabarty décrit. Mais nous devons nous rappeler que Chakrabarty soutient que c'est en raison de son caractère spécifiquement *colonial* que le capitalisme indien engendre de telles formes de pouvoir. Un type particulier de capitalisme produit un type particulier de pouvoir.

*« [L]’autorité du manager était essentiellement coloniale. Elle résultait davantage de la situation coloniale que de tout autre facteur inhérent au procès de production [...] Le manager écossais dans une filature de jute de Calcutta était quelque chose qu’il n’aurait jamais pu être dans son pays d’origine. » (Chakrabarty)*

En d'autres termes, le pouvoir arbitraire, l'usage de la terreur, la mobilisation des hiérarchies traditionnelles, la création de créances – le recours multiforme au pouvoir personnel – étaient des phénomènes propres au capitalisme colonial.

La question est donc de savoir si l'autorité directe des capitalistes sur les travailleurs – à la fois dans et en dehors de l'usine – est un artefact propre au colonialisme colonial, ou s'il est commun à toutes les formes de capitalisme. Si la tendance à dominer leurs travailleurs est générale, commune à tous les capitalistes, alors la thèse de Chakrabarty s'effondre. Si l'expérience du capitalisme en Europe et dans les Amériques montre que les dirigeants s'efforçaient d'accroître leur contrôle sur les travailleurs, qu'ils recouraient à des formes interpersonnelles d'autorité, utilisaient la violence, terrorisaient les ouvriers, comptaient sur le soutien de l'État, piégeaient les travailleurs dans l'endettement, mobilisaient les rôles culturels traditionnels dès qu'ils le pouvaient – si tout cela est vrai du capitalisme tout autant en Occident qu'en Orient, alors Chakrabarty n'a plus aucun argument sur lequel fonder son affirmation que pareilles stratégies, lorsqu'elles sont employées dans l'Inde coloniale, posent problème pour la théorie. Le fait que le capitalisme en Orient s'appuie sur de telles formes de pouvoir ne peut plus être considéré comme la preuve de l'échec de l'universalisation du capital. Au contraire, il s'agira là d'une véritable preuve du succès de son universalisation. » (p. 165 à 168)

*Dans le reste de **chapitre 5**, Chibber montrera que la base matérielle de la coercition est différente entre le système féodal et le système capitaliste : « Dans le système féodal, la coercition sert à persuader le paysan d'offrir ses services.[...] Mais l'effort de travail réel – le processus de travail au cours duquel les paysans cultivent et s'occupent des récoltes – reste sous le contrôle du paysan. [...] Sous le capitalisme, l'employeur n'a pas besoin de contraindre*

le travailleur à offrir ses services ; les conditions économiques du travailleur s'en chargent. Mais, à partir du moment où le travailleur se présente sur le lieu de travail, le patron doit recourir à un certain degré d'autorité pour obtenir de lui l'effort de travail nécessaire. L'exercice de la domination interpersonnelle reste nécessaire, mais son lieu s'est déplacé de l'extérieur du procès de travail, comme c'était le cas dans le féodalisme, à l'intérieur de celui-ci. » (p. 172 et 173)

*Ces formes interpersonnelles s'appuient sur les différents échelons hiérarchiques. Les velléités de contre-pouvoir organisé et collectif sont limitées par l'instrumentalisation des divisions ethniques, culturelle ou de caste, que les employeurs trouvent déjà là.*

### **Le procès de travail et les hiérarchies sociales : voir l'annexe 1**

*Le **chapitre 6** contient un exposé du travail abstrait, repris en partie dans l'**annexe 1**. Chibber aborde également ce qu'il nomme le véritable moteur de la « démocratisation » des pays occidentaux, à savoir les luttes de classes menées par les travailleurs et leurs organisations. On indiquera à nouveau ici que l'auteur ne se fait pas l'écho du travail d'intégration du prolétariat par les syndicats et partis ouvriers, de la perte de confiance qui en est résulté et de l'impasse et la confusion actuelle des luttes sociales laissant justement la porte (théorique) ouverte à des propositions comme la théorie postcoloniale.*

*Le **chapitre 7** présente une réfutation de l'absence supposée d'intérêts matériels et individuels chez les subalternes et la soit-disant prédominance de motivation basée sur l'identification collective à la communauté (religieuse, ethnique, locale, etc.). Une manière pour les théoriciens subalternistes de dévaloriser l'individualisme « bourgeois » et le matérialisme « grossier » qui serait le propre des masses travailleuses occidentales, produit de leur domestication par leur bourgeoisie. Les subalternes auraient conservé un système de valeur insoluble dans les logiques capitalistes et qui leur fournirait la force culturelle pour mener leurs luttes, basées sur leurs identités.*

*On voit bien comment cette dénonciation du matérialisme, du consumérisme peut trouver un relais dans l'écologisme radical et décroissant. Nécessité faisant vertu, c'est une idéologie bien venue pour toutes les fractions de classe en déclassement sociale, mais conservant un bon bagage culturel faisant office de bouée de sauvetage dans le domaine des idées. Dénonciation qui prend parfois les aspects d'un mépris de classe.*

*Le **chapitre 8** poursuit l'analyse des textes sur les luttes paysannes (Chatterjee) et ouvrières (Chakrabarty) en Inde pour réaffirmer la centralité des intérêts matériels sur les normes culturelles pour comprendre ces luttes, leurs succès comme leurs échecs, contrairement aux explications culturalistes des subalternistes.*

*« [D'après les subalternistes,] les explications matérialistes imposent ainsi à l'agency une logique universaliste, au lieu d'accepter que ce sont les conceptions localement situées qui motivent l'action. Appelons cela l'argument de l'*internalisme*. » (p. 272)*

*Et Chibber s'emploie donc à démontrer cet internalisme, dans le cours de ce chapitre.*

*On remarquera à nouveau que cette critique justifiée des intellectuels se faisant les interprètes des « premier-es concerné-es » peut être retournée vers les luttes sociales qui se sont menées au nom du marxisme.*

*« S'il est aisé de comprendre le mécanisme par lequel un intérêt pour le bien-être physique peut inciter les travailleurs à chercher à augmenter leurs gains économiques, la façon dont il peut les pousser à désirer davantage de droits politiques est plus mystérieuse. Il semblerait que d'autres intérêts – comme le besoin d'autonomie ou d'autodétermination – doivent entrer en jeu. Il me reste donc à démontrer que les agents en Orient et en Occident*



partageaient le même désir d'alléger leur asservissement, que la préoccupation pour leur bien-être physique peut aussi pousser les agents vers les libertés politiques. Si j'y parviens, j'aurais considérablement entamé la thèse subalterniste.

J'ai montré dans les chapitres 5 et 6 que dans leur course à la maximisation des profits, les employeurs à travers l'Europe avaient recours à la domination politique sur leur force de travail. Les conditions du marché exigeaient une certaine intensité et une certaine durée de travail pour que les entreprises restent viables ; les ouvriers, d'autre part, offraient un niveau d'effort qu'ils estimaient conforme à leurs choix, mais qui était en général en deçà des exigences des employeurs. Ces derniers recouraient donc à toutes les formes de coercition possibles, qu'elles soient institutionnelles ou interpersonnelles, pour *inciter* les ouvriers à se plier à leurs exigences. Dans tout le monde capitaliste, les stratégies de maximisation du profit mises en place par les entreprises reposaient essentiellement sur les mécanismes de contrôle *politique*, de la main-d'œuvre contractuelle, des cités industrielles, des milices privées, du travail en servitude, et ainsi de suite, à un niveau micro-économique, et la privation des droits de la main-d'œuvre à un niveau macro-économique. Toutes ces mesures avaient pour objectif de renforcer la domination sur les ouvriers, parce que la « sourde pression des rapports économiques » restait évidemment insuffisante pour les amener à se conformer à l'intensité de travail désirée. La leçon à retenir ici est que, quand bien même le *capitalisme* peut se passer de la coercition extra-économique pour se reproduire, les *capitalistes* sont heureux d'y avoir recours quand et où ils le peuvent. » (p. 296 et 297)

*Le chapitre 9 discute des thèses de « Provincialiser l'Europe » de Dipesh Chakrabarty (Éditions Amsterdam, 2009). « C'est dans ce livre que Chakrabarty offre les plus sérieuses objections jamais formulées par un théoricien postcolonial contre les catégories universalisantes des théories des Lumières. Et si, comme d'habitude, c'est le marxisme qui supporte le poids de sa critique, il a cependant clairement l'intention de remettre plus largement en question l'héritage européen. » (p. 311)*

« L'argument central de Chakrabarty est que les propriétés du capitalisme que l'on tient pour universalisées, et que les catégories de l'économie politique sont censées décrire, ne sont *en fait* jamais réellement universalisées. Si le processus d'universalisation sous-jacent est incomplet, alors les catégories abstraites de l'économie politique imposent artificiellement une description inexacte, et donc trompeuse, des pratiques locales. Quelque chose qui est en fait une forme sociale hybride, dans laquelle les éléments capitalistes sont contraints de s'accommoder aux formes non capitalistes, est illicitement transformé en une pure et parfaite occurrence du capitalisme. » (p. 316)

*La discussion entre les deux théoriciens tourne autour de la proposition de critiquer « l'historicisme » supposée du marxisme et de la pertinence d'identifier une Histoire 1 (l'histoire capitaliste, en fait la prise au sérieux de l'idéologie officielle) et une Histoire 2 (l'histoire cachée des marges et des fragments des discours des subalternes, qui n'attendent que leurs traducteurs pour montrer leur puissance subversive). Une autre version d'une dichotomie, d'une vision binaire, que le marxisme a largement mis en scène dans l'opposition capital – travail. Chibber montre à nouveau que le capital s'accommode fort bien de contexte et d'histoire culturelle très différente de son « berceau historique ». **Le capital n'est ni blanc, ni occidental, ni mâle, il est un rapport social et matériel, qui tire profit (!) du racisme et du patriarcat, voire les renforce.***

*Pour Chibber, la principale source de déstabilisation du capital se trouve dans les contradictions internes à l'autoexpansion et l'accumulation du capital lui-même. « Pour citer la célèbre remarque de Marx : « La véritable barrière de la production capitaliste, c'est le capital lui-même. » (p. 340 et 341)*

## **9.6 Le capitalisme et la diversité revisités**

### **Les trois sources de la diversité dans le capitalisme**

« Premier moyen : le renforcement de l'hétérogénéité existante »

« Le capitalisme n'a pas besoin de dissoudre les différences sociales pour se reproduire ; en réalité, il peut être dans l'intérêt des cadres dirigeants de s'appuyer sur les distinctions sociales qu'ils trouvent, afin d'obtenir plus efficacement de leurs ouvriers l'effort de travail qu'ils souhaitent. Un second mécanisme au moyen duquel il peut renforcer les divisions existantes consiste à inciter rationnellement les ouvriers à s'accrocher à leurs liens de parenté, cimentant ainsi davantage leurs identités existantes et renforçant l'hétérogénéité sociale. » (p. 359)

« Deuxième moyen : la production d'une nouvelle hétérogénéité »

« Les rythmes différentiels du mouvement du capital engendrent des taux de croissance économique extrêmement divers, ce qui signifie à son tour que certaines régions déclinent et se délabrent, alors que d'autres se développent – toutes à des rythmes très inégaux. Ces dynamiques créatrices de différences sont intensifiées par l'opposition entre les travailleurs et le capital – également interne à l'Histoire 1 – qui accompagne nécessairement le processus d'accumulation, à la fois quand il faiblit dans une région donnée et quand il se développe dans une autre. » (p. 360)

« Troisième moyen : l'indifférence par rapport à l'hétérogénéité existante »

« La troisième source d'hétérogénéité réside dans la capacité du capitalisme à coexister avec toutes sortes de pratique sociale, aussi longtemps qu'elles n'entrent pas en conflit avec sa logique de reproduction. » (p. 361)

*Dans le **chapitre 10**, Chibber entend montrer que la thèse de Chatterjee sur le prétendu échec du nationalisme dans les pays nouvellement indépendants des métropoles occidentales est erronée. Le subalterniste ne tient pas compte des contraintes capitalistes. Les politiques menées en Inde après 1947 ne sont la conséquence ni d'un endoctrinement occidental qui persisterait dans l'élite nationale, ni de l'impérialisme de la rationalité, de la logique, de la science qui seraient propre à l'Occident et incompatible et inapplicable en l'Orient. C'est une forme extrême d'orientalisme. L'**annexe 2** reprend en partie le développement de Chibber.*

## **11) Conclusion : les Subaltern Studies comme idéologie**

« Les deux principaux mérites attribués à la théorie postcoloniale sont d'une part qu'elle offre une nouvelle théorie de la modernité globale – en particulier en ce qui concerne le monde non occidental, et d'autre part qu'elle incarne le nouveau visage de la critique radicale. La théorie est souvent présentée comme l'héritière des grandes traditions radicales du vingtième siècle, mais débarrassées de leurs faiblesses critiques et analytiques. La cible évidente ici est la théorie marxiste. [...]

D'un point de vue analytique, la thèse centrale des études postcoloniales est sans doute qu'un abîme structurel sépare l'Orient et l'Occident, à tel point qu'il sape tout cadre conceptuel qui prétendrait pouvoir s'appliquer universellement. [...] Dans les chapitres précédents, j'ai mis l'accent sur trois domaines que cette division traverse prétendument. Le premier concerne la bourgeoisie en Orient, dont l'échec putatif est perçu comme l'expression d'une faillite plus profonde, celle de l'universalisation du capital. Le second est l'apparente spécificité des rapports de force en Orient, qui, selon Chakrabarty, diffèrent

fondamentalement de ceux engendrés par le capitalisme en Occident. Le troisième a trait à la psychologie politique orientale, qui, nous dit-on, est indifférente aux questions relatives à l'intérêt individuel. Telles sont les dimensions dans lesquelles s'exprime la différence orientale, et c'est leur prétendue singularité qui motive l'appel à repenser radicalement la théorie sociale.

Bien que je me sois chargé de montrer que le collectif subalterniste a échoué à prouver sa théorie dans chacun de ces domaines, j'ai choisi de compléter mon analyse critique par un exposé positif du fonctionnement réel du capital, du pouvoir, et de l'*agency*. Quatre éléments essentiels se rejoignent au sein de mon argument alternatif. Le *premier* est le fait que l'universalisation du capital est réelle, *en dépit* des affirmations du collectif subalterniste. La dynamique politique des colonies n'a pas accompli une forme de modernité foncièrement différente de celle réalisée par les Européens. Plus précisément, peut-être leur modernité a-t-elle été différente, mais pas au sens où le soutien la théorie postcoloniale. Au fil du temps, leur modernité en est venue à traduire tout autant les impératifs capitalistes que la modernité française ou allemande. Le *second* élément est que l'on ne devrait pas supposer que la tendance universalisante du capital homogénéise les rapports de pouvoir, ou le paysage social plus généralement. En fait, le capitalisme non seulement se concilie parfaitement bien avec l'hétérogénéité et la hiérarchie, mais il les engendre systématiquement. Le capitalisme est parfaitement compatible avec un ensemble très diversifié de formations politiques et culturelles. La *troisième* proposition est que la dynamique universalisante du capital se heurte à des faits universaux de la psychologie humaine, faits qui expliquent la résistance subalterne à la volonté du capital d'établir des ordres politiques d'exclusion, de les dominer dans le procès de travail, de recourir à la coercition interpersonnelle, et ainsi de suite. L'époque moderne est guidée par l'interaction entre ces deux universalismes, pas par un seul. Cette proposition infirme l'insistance subalterniste sur la singularité de la conscience politique des agents non occidentaux. Ce qui nous amène au point *final* : le fait que les catégories universalisantes de la pensée des Lumières sont parfaitement capables d'appréhender les conséquences de l'universalisation du capital et les dynamiques de l'*agency* politique – en réalité, ces catégories sont essentielles à leur analyse. Si ces quatre propositions sont vraies, il en découle que certaines théories européennes au moins, et le marxisme en particulier, n'ont pas à être accusées d'eurocentrisme au seul motif qu'elles ont pris naissance en Occident. Les dynamiques qu'elles font figurer au cœur de leur cadre conceptuel sont transculturelles, communes à l'Orient et à l'Occident. Ainsi, la théorie marxiste est peut-être fautive, mais pas parce qu'elle est eurocentrique. [...]

Je voudrais à présent rassembler nos conclusions, qui ont été dispersées dans les précédents chapitres, pour pouvoir mieux appréhender la teneur idéologique des *Subaltern Studies*. [...]

Les subalternistes attribuent à la bourgeoisie une mission démocratique qu'elle rejetait et contre laquelle elle luttait en réalité. [...]

Les *Subaltern Studies* agréent une histoire totalement édulcorée des rapports de pouvoir dans le capitalisme. [...]

Le projet subalterniste sous-estime la capacité du capitalisme non seulement de tolérer l'hétérogénéité – la « différence » –, mais à la promouvoir activement. [...]

Il échoue à reconnaître les pressions qu'exerce le capitalisme sur les institutions nationales, et ainsi surestime le rôle de l'idéologie. [...]

Les *Subaltern Studies* soutiennent que les agents orientaux manifestent une psychologie politique entièrement différente de celle des agents occidentaux. [...]

Elles attribuent à l'Occident la science, la rationalité, l'objectivité et d'autres propriétés similaires, au lieu de les considérer comme des éléments communs aux deux cultures. [...]

Leur célébration du local – que ce soit comme Histoire 2, ou en tant que « fragment » - finit par légitimer une « exotisation » de l'Orient. [...] Parce que l'on considère à tort que le capitalisme nécessite une homogénéisation complète, tout abandon du mouvement homogénéisant est perçu comme une résistance à la logique abstraite du capital : toute pratique qui n'est pas ramenée à la logique abstraite du capital est par là même une résistance au capital. L'examen minutieux de ce genre de pratique peut donc être associé à la théorie émancipatrice, et ainsi contrebalancer l'intrépide spécialiste de la recherche des innombrables « particularités et incommensurabilités » de sa région, qu'il s'agisse de l'Inde, de la Bolivie, ou du Turkménistan. Plus c'est marginal, plus c'est mystérieux, mieux c'est. Les diverses pratiques sont toutes interprétées comme des manières d'être ou, mieux encore, comme des manières de *connaître* qui ont échappé à l'étreinte totalisante du capital et sont ainsi présentées comme de potentiels moyens d'échapper à son emprise. L'orientalisme traditionnel est par là même dépeint comme une forme de résistance au capital. [...] (p. 417 à 424)

### **Envoi** (p. 430 à 434)

Ma thèse revient à affirmer que la théorie postcoloniale fait obstacle à l'élaboration d'une analyse convenable de l'époque moderne, dans le monde oriental comme dans le monde occidental. Existe-t-il une possibilité, même minime, qu'elle soit délogée de son piédestal dans un futur proche ? Étonnamment, s'il est une période où la seule force des événements peut suffire à infirmer une théorie, c'est maintenant. Deux éléments relatifs à la conjoncture actuelle pourraient porter un coup décisif au cadre conceptuel des études postcoloniales, tout en confirmant les arguments que je lui ai opposés. Le premier est la crise économique mondiale qui a débuté en 2007-2008, et le second est la série de révoltes au Moyen-Orient connue sous le nom de Printemps arabe.

La crise économique mondiale a mis en évidence une réalité fondamentale, à savoir que le monde entier s'inscrit désormais dans la même histoire universelle, qu'il est soumis aux mêmes forces sous-jacentes. Nous ne trouverons pas illustration plus spectaculaire de l'universalisation du capital que le fait que le monde entier a été submergé par ses conséquences. Ce n'est évidemment pas la première fois qu'une telle chose se produit. Les crises dans l'histoire du capitalisme ont toujours eu un retentissement mondial. Mais c'est la première fois depuis l'apparition de la théorie postcoloniale qu'un tel cataclysme survient. Pour la première fois depuis les années 1980, *tout le monde* parle du capitalisme – pas d'altérité, d'hybridité ou de fragment, mais bien de la force omniprésente, écrasante, destructrice du capital. C'est là de toute évidence un environnement favorable aux arguments que j'ai exposés dans ce livre, et que d'autres soutiendront incontestablement dans les années à venir.

Cependant, le Printemps arabe est encore plus accablant que l'effondrement économique. Il est difficile d'imaginer une confirmation plus spectaculaire des deux universalismes que les revendications émanant des manifestants dans les rues de Tunis, d'Égypte, ou des autres lieux de révolte. Ils demandaient du pain, des droits, du travail, et la démocratie. En fait, tous les observateurs sans exception étaient décontenancés par le rôle central des revendications laïques, universalistes et matérialistes au sein de ces mouvements. Ce n'était pas la première fois que de telles exigences se faisaient jour au Moyen-Orient ; le nationalisme laïque était la principale idéologie politique de la région dans les décennies médianes du vingtième siècle. Mais, depuis les années 1970, les islamistes de toutes tendances s'étaient imposés au sein de la société civile. L'expansion des organisations politiques religieuses et l'affaiblissement régulier des forces laïques de gauche avaient contribué à conférer une crédibilité au nouvel orientalisme adopté par la théorie postcoloniale. Pourtant, lorsque les mouvements de masse du Printemps arabe éclatèrent, les islamistes jouèrent un

rôle généralement marginal. On n'apercevait guère leurs banderoles<sup>6</sup>. La foule des jeunes révolutionnaires réclamait la liberté, la justice et la dignité – des revendications auxquelles on ne devrait s'attendre, à en croire la théorie postcoloniale, que dans les rues de Paris ou de New York. Et, comme si cela ne suffisait pas, lorsque les États-Unis et l'Europe connurent une série de mobilisations massives contre l'austérité quelques mois après le Printemps arabe, la jeunesse dans les rues de Barcelone, de New York, et d'Athènes brandissait des pancartes saluant leurs homologues au Caire et à Tunis, les citant comme inspirateurs. Comment pareille chose était-elle possible ? Comment des manifestations pour l'emploi et les droits dans le monde occidental pouvaient-elles s'inspirer de l'Orient, si ce dernier n'est même pas censé se préoccuper de tels enjeux ?

Nous pouvons donc faire valoir que les cinq dernières années ont créé les conditions idéales pour que soient reconnues les insuffisances de la théorie postcoloniale. Mais s'en trouvera-t-elle rejetée ? *En réalité, je doute que nous assistions à son éclipse dans un proche avenir.* La théorie postcoloniale a occupé le devant de la scène à une période où la gauche essuyait des défaites politiques massives dans le monde entier. En fait, je ne crois pas que les forces de gauche moderne aient déjà été aussi faibles depuis les années 1980. Le fait que le tournant vers l'irrationalisme au sien de l'intelligentsia soi-disant « radicale » ait été étroitement lié à son repli dans le monde universitaire est désormais un lieu commun. Mais le problème n'était pas simplement le changement survenu dans la sphère intellectuelle, étroitement conçue. Au cours du dernier quart de siècle, d'énormes ressources ont été investies dans l'*infrastructure* matérielle qui soutient la théorie. Il existe des revues qui lui sont entièrement consacrées, des chaires dans les départements de sciences humaines dédiées à sa diffusion, des sections des associations professionnelles qui réunissent tous les ans des centaines de participants, des collections dans les maisons d'édition disposant de très gros catalogues et de nombreuses annonces de volumes à paraître. Rien de tout cela ne prendra fin prochainement simplement parce que la théorie s'avère profondément erronée.

Et cela nous conduit au second obstacle. Aujourd'hui, non seulement d'abondantes ressources matérielles ont-elles été investies dans le champ, mais des centaines d'intellectuels ont bâti leur réputation sur ce même champ. Ce réseau institutionnel est composé d'universitaires dont la vie professionnelle gravite désormais autour des idées propagées par la théorie. Hormis la première génération de théoricien postcoloniaux, la seconde génération, leurs étudiants, constitue un rempart s'érigeant contre la critique – et donc contre la possibilité que soit ternie leur propre réputation. Pour les universitaires des pays du Sud, qui depuis des décennies maintenant ont défendu l'orientalisme au cœur de la théorie postcoloniale, la perspective d'une telle dénonciation est particulièrement désastreuse. Il existe aujourd'hui des légions d'intellectuels qui ont assis leur réputation sur ce cadre analytique théorique, qui ont bâti leur carrière en vantant ses vertus et ses idées fulgurantes. En réunissant ces facteurs, on peut s'attendre à ce que la réponse aux évolutions politiques de ses dernières années soit double : d'une part plier et tordre la théorie en sorte qu'elle puisse sembler en mesure de s'adapter aux évolutions qui plutôt infirment directement ses

---

6 Les orientalistes convaincus mentionneront sans doute les gains politiques des islamistes depuis ces jours grisants comme un phénomène fragilisant mon argumentation. Les victoires des partis islamistes lors des élections, diraient les critiques, témoignent des racines profondes de la conscience religieuse au Moyen-Orient, et de la marginalité des motivations universalistes. Cet argument s'effondre immédiatement. L'équilibre des votes dans une élection est le résultat de nombreux facteurs. Ce n'est pas l'élément central permettant de comprendre toute une culture nationale. Les explications les plus importantes du succès électoral d'un parti sont politiques, pas culturelles. Ainsi, en Égypte, l'explication la plus pertinente du succès des Frères musulmans fait valoir qu'il s'agissait du parti le mieux organisé de l'opposition, avec une présence organisationnelle nationale, un enracinement profond dans les communautés, etc., alors que les nouveaux partis laïques étaient bien plus faibles sur le plan de l'organisation. Quoi qu'il en soit, les Frères musulmans eux-mêmes soutinrent un grand nombre des revendications universalistes formulées par les foules sur la place Tahrir, et ils réaffirmèrent leur attachement à ces dernières après leur succès électoral.

propositions essentielles ; et d'autre part attaquer violemment toute critique concertée venant de l'extérieur.

Pour qui connaît la littérature sur l'histoire de la science, ma prévision ne devrait pas être surprenante. Il y a des décennies, Thomas Kuhn décrivait le processus du développement théorique dans l'histoire de la pensée scientifique. Il montrait que, lorsque les théories scientifiques rencontrent des anomalies empiriques ou même une infirmation catégorique, elles ne sont pas facilement supplantées par leurs concurrentes. Elles sont capables de survivre pendant de longues périodes, en grande partie grâce aux moyens qui peuvent être déployés pour les défendre, mais aussi parce que la réputation de si nombreux scientifiques est suspendue au succès des théories erronées. Hormis le fait qu'il survient dans le domaine des sciences morales, ce phénomène est en tout point similaire à ce que j'ai décrit dans le cas de la théorie postcoloniale. Le cas échéant, l'absence de conditions expérimentales, associées à la culture intellectuelle la plus douteuse des sciences humaines et sociales, éloigne d'autant plus l'éventualité d'un remplacement rapide.

Rien de tout cela ne sous-entend cependant que la situation est désespérée. Bien au contraire. L'époque dans laquelle nous vivons offre une formidable occasion d'exposer les faiblesses de la théorie et même de la détrôner. Mon point de vue est simplement que, si une telle chose doit se produire, ce ne sera certainement pas par elle-même. Cela demandera du temps ainsi que de considérables efforts. Raison de plus pour se mettre au travail immédiatement.

# Annexe 1

## Le travail abstrait et les hiérarchies sociales

(extraits p. 200 à 217)

*A titre d'aide mémoire et de révision, sont reproduits ces extraits, notamment pour la conclusion concernant l'intérêt d'instrumentaliser des différences « identitaires », voire de les accentuer, pour la maximisation du profit.*

« Il existe des passages concis et parfois provocants suggérant [que les identités sociales] pourraient disparaître – par exemple, le *Manifeste du parti communiste* décrit l'impact révolutionnaire de la production capitaliste, par laquelle « tous les rapports sociaux stables et figés, avec leur cortège de conceptions et d'idées traditionnelles et vénérables, se dissolvent [...] [et] tout élément [...] de stabilité [...] part en fumée ». Pareils passages confèrent une crédibilité au point de vue selon lequel Marx croyait que les anciens rôles et identités sociaux disparaîtraient avec le développement du capitalisme. Mais, tandis que cette caractérisation de la position marxienne est d'une certaine façon justifiée, la perspective de la disparition des anciens rôles ne justifie pas cette autre affirmation qu'il en résultera finalement une homogénéisation sociale. [...] La dissolution des rôles traditionnels se concilie parfaitement bien avec la construction de nouveaux rôles préservant l'hétérogénéité de la base de la sphère sociale. En restant concentrés sur Marx, nous découvrons qu'il souligne dans de nombreux cas le fait qu'il est rationnel pour les capitalistes de favoriser la différenciation raciale – nous pouvons ainsi citer sa description du recours des capitalistes britanniques à la main-d'œuvre irlandaise afin d'affaiblir le mouvement syndical en Angleterre<sup>7</sup>. Non seulement l'hétérogénéité peut-elle survivre dans le capitalisme, mais Marx juge en outre qu'il est rationnel pour les capitalistes d'œuvrer activement à sa perpétuation. Les preuves textuelles concernant sa position sont ambiguës. [...]

Il s'avère que la persistance des divisions raciales ou ethniques au sein de la main-d'œuvre se concilie avec le concept de travail abstrait. Quelles que soient les insuffisances de cette théorie par ailleurs, on ne saurait l'accuser d'ignorer la réalité de la hiérarchie raciale. [...]

### **Travail concret et abstrait**

[...] Lorsqu'il introduit pour la première fois le concept de travail abstrait, Marx le définit par deux propriétés. Premièrement, il comprend une dimension propre à tous les travaux concrets, réels, qui entrent dans la production des marchandises. Toutes les valeurs d'usage dans le capitalisme ne sont « qu'une simple gelée de travail humain indifférencié, c'est-à-dire de dépense de force de travail humaine, indifférente à la forme dans laquelle elle est dépensée ». La forme dans laquelle elle est dépensées est bien entendu le travail concret particulier lié à la marchandise spécifique produite. Ainsi, le travail abstrait est l'élément

---

<sup>7</sup> « Tous les centres industriels et commerciaux d'Angleterre possèdent maintenant une classe ouvrière divisée en deux camps hostiles : les prolétaires anglais et les prolétaires irlandais. L'ouvrier anglais moyen déteste l'ouvrier irlandais en qui il voit un concurrent qui dégrade son niveau de vie. Par rapport à l'ouvrier irlandais, il se considère comme un membre de la nation dominante et devient par conséquent un outil des aristocrates et des capitalistes anglais contre l'Irlande, renforçant ainsi leur domination sur lui-même. Il se berce de préjugés religieux, sociaux et nationaux contre les travailleurs irlandais. Il se comporte à peu près comme les blancs pauvres vis-à-vis des noirs dans les anciens États esclavagistes des États-Unis. L'Irlandais lui rend avec intérêt la monnaie de sa pièce. Il voit dans l'ouvrier anglais à la fois un complice et un instrument stupide de la domination anglaise en Irlande. Cet antagonisme est artificiellement entretenu et développé par la presse, le clergé et les revues satiriques, bref par tous les moyens dont disposent les classes dominantes. Cet antagonisme est le secret de l'impuissance de la classe ouvrière anglaise, malgré son organisation. C'est le secret du maintien au pouvoir de la classe capitaliste, et celle-ci en est parfaitement consciente. »

Lettre de Marx du 9 avril 1870 adressée à Siegfried Meyer et August Vogt, New York (voir Correspondance Marx-Engels, tome X, Éditions sociales, 1984).

commun (le « résidu », comme le nomme Marx) à tout travail concret. La seconde propriété du travail abstrait est le fait qu'il confère à la marchandise sa valeur d'échange : « Une valeur d'usage [...] n'a donc une valeur que parce que en elle est objectivé ou matérialisé du travail humain abstrait. » La grandeur de la valeur est déterminée par la quantité de ce travail abstrait qui est entrée dans sa production – à la condition essentielle qu'il s'agisse de travail socialement nécessaire, ce sur quoi je reviendrait bientôt. Pour le moment, concentrons-nous un peu plus sur le rapport entre travail concret et travail abstrait.

Le point essentiel pour notre argumentation est que, quand bien même c'est la qualité abstraite du travail (le fait qu'il soit une force de travail pure et simple, sans égard pour ses qualités particulières) qui confère à la marchandise sa valeur d'échange, le travail n'est pas pour autant libéré de sa forme concrète. Le travail ne devient jamais autre chose que du travail concret. Il est impossible de séparer le travail concret du travail abstrait, sauf comme une abstraction. Comme l'explique Marx :

*On ne travaille pas doublement : une fois, pour créer un produit utile, valeur d'usage, en transformant les moyens de production en produit ; une autre fois, pour créer de la valeur et de la plus-value, en valorisant la valeur.*

*On n'ajoute du travail que sous sa forme, son mode et son existence déterminés, concrets et spécifiques d'activité utile qui transforme les moyens de production en produit déterminé, par exemple, les broches et le coton en fil. C'est tout simplement le travail de filage, etc. qui s'ajoute.*

La raison pour laquelle le travail n'échappe pas à son incorporation dans des activités particulières est qu'il ne le *peut* pas. Les activités laborieuses doivent rester différenciées parce qu'elles sont liées à la différenciation des valeurs d'usage qu'elles créent. Et les valeurs d'usage sont souhaitables précisément parce qu'elles satisfont des besoins très différents et doivent par conséquent être continuellement diversifiées. Tant que les valeurs d'usage restent distinctes, le travail qui le produit le doit aussi. La différence de chaque travail concret est ainsi incorporée dans le processus même de la création de valeurs d'usage. Il n'est pas nécessaire qu'il cesse d'être du travail concret pour pouvoir prendre la forme du travail abstrait. Cela signifie que les théoriciens postcoloniaux se méprennent en pensant que Marx suppose une « homogénéisation » du travail, s'ils entendent par ce processus le fait que le travail cesse d'être instancié sous la forme d'activités concrètes particulières effectuées par des travailleurs aux qualifications et aux compétences différentes. [...]

### ***Du travail socialement nécessaire au travail abstrait***

Le travail dans le capitalisme ne cesse donc jamais d'être du travail concret, en ce qu'il lui est impossible d'être séparé des valeurs d'usage particulières. Cette conclusion ramène la discussion à la question initiale : qu'est-ce que le travail abstrait, et comment pouvons-nous expliquer son apparition dans le capitalisme ? Nous avons vu que le travail ne devient pas plus « homogène » dans le temps ; nous avons également vu que la déqualification ne devait pas être amalgamé au travail abstrait. Mais, alors, où situer l'origine du travail abstrait ?

Rappelons que Marx définit le travail abstrait en lui prêtant deux caractéristiques : il est une dimension du travail concret, réel et il constitue la « substance » de la valeur d'échange. Tout travail, partout, est du travail concret. Mais le travail abstrait apparaît uniquement dans certaines conditions, à savoir lorsque l'objectif de la production est la maximisation de la plus-value, autrement dit dans les conditions capitalistes. Ainsi, la condition pour comprendre le travail abstrait est l'analyse des caractéristiques du capitalisme, qui conduisent à la création de valeur, et en particulier de plus-value. Quelque chose vient modifier la position du travail dans l'économie lorsque la production est réalisée dans les conditions capitalistes, si bien que, pour



la première fois dans l'histoire, il ne s'agit plus seulement de travail concret, mais aussi de travail abstrait.

Nous avons vu que la caractéristique essentielle de la production capitaliste, et ce qui la distingue des autres systèmes économiques, est de contraindre les producteurs à se soumettre aux pressions concurrentielles du marché. Pour survivre à cette pression, les entreprises doivent orienter leurs activités économiques vers la maximisation du profit. Survivre sur le marché exige des entreprises qu'elles conquièrent une part suffisamment importante de la demande totale pour pouvoir récupérer leurs investissements, mais aussi dégager un excédent supérieur à leurs dépenses initiales. C'est cet excédent qui leur permet de financer l'acquisition de nouvelles technologies, et d'autres mesures qui accroissent la productivité et réduisent les coûts unitaires. C'est cette dynamique d'intensification continue de l'extraction d'excédent et de réduction incessante des coûts de production qui est « universalisée » dans le capitalisme.

Pour produire leurs biens, les entreprises doivent engager de la main-d'œuvre ; et cette main-d'œuvre doit avoir des compétences particulières, des aptitudes ou des capacités spécifiques, adaptées à la fabrication des biens précis que produit l'entreprise. Un producteur de textile met en œuvre le travail concret nécessaire pour produire son textile particulier, et un horloger engage la main-d'œuvre dotée des compétences nécessaires pour produire ses montres spécifiques. Pour produire une quelconque valeur d'usage, le procès de travail doit être conçu en sorte de répondre aux exigences de la valeur d'usage en question. Or, cet aspect de la production n'est pas spécifique au capitalisme. Dans tout système économique, chaque fois qu'est produit un bien, le travail qui est mobilisé et le procès de travail qui fabrique effectivement le bien obéissent aux contraintes imposées par les caractéristiques spécifiques du bien. Ces contraintes s'appliquent tout autant pour les producteurs capitalistes que pour les producteurs des époques antérieures. Ce qui est propre au capitalisme est le fait que, si les biens produits doivent effectivement être des valeurs d'usage, le but fondamental de leurs producteurs n'est pas simplement de les proposer à la consommation. Ce qui intéresse les capitalistes qui fabriquent ces marchandises, c'est que ces dernières sont de potentielles sources de *profit*. Ainsi, bien que la production doive satisfaire aux propriétés particulières de la marchandise, elle doit également être organisée en sorte de maximiser sa rentabilité. Aux yeux du capitaliste, l'attrait réel de la marchandise est ainsi sa valeur d'échange.

C'est précisément parce que le véritable objectif de la production n'est pas la valeur d'usage mais bien la valeur d'échange que le capitalisme impose un changement historique dans l'utilisation du travail. Si l'objectif de la production était simplement la création de valeur d'usage, et rien de plus, sans autres contraintes réelles, alors le travail mis en œuvre par l'employeur serait jugé sur cette seule qualité, sur le fait qu'il suffit à produire l'article dans sa forme désirée et rend possible sa consommation. Mais, sous le capitalisme, les employeurs se sentent contraints de juger le travail sur d'autres critères également. Dans les conditions capitalistes, le travail ne peut simplement se satisfaire de produire de la valeur d'usage. Il doit produire la valeur d'usage de telle sorte que l'employeur puisse la vendre sur le marché à un prix qui engrange un excédent, à un taux de rendement acceptable.

Pour vendre la marchandise à un prix qui rapportera un taux de rendement constant et acceptable, la main-d'œuvre doit être au moins aussi efficace – aussi productive et adroite – que celle employée par ses concurrents. L'employeur est ainsi contraint de juger sa force de travail non pas seulement sur sa capacité à produire la marchandise conformément au cahier des charges qu'il a établi, mais à la produire à des niveaux de productivité compétitifs. C'est là une réponse directe au fait que le marché juge les marchandises sur cette dimension précise, à savoir leurs coûts par rapport aux autres marchandises similaires. Un employeur qui a réussi à

produire une valeur d'usage au terme du procès de travail, mais sans se soucier de l'efficacité relative de son travail, ne vendra pas sa marchandise, car les consommateurs seront attirés par les biens fabriqués par ses concurrents, lesquels sont vendus à des prix inférieurs parce qu'ils ont été produits grâce à un travail plus productif et à des coûts unitaires moindres. Il en résulte le changement radical, précédemment mentionné, dans la conception du travail. Marx l'explique ainsi :

*Ce travail réel crée de la valeur, s'il possède un degré normal bien déterminé d'intensité (en d'autres termes, il n'est payant que dans la mesure où il atteint ce degré), et si ce travail réel, d'intensité donnée, se matérialise dans le produit en quantités déterminées, mesurées par le temps. [...] Le procès de travail apparaît comme procès de valorisation, du fait que le travail concret ajouté au cours de ce procès correspond – pour ce qui est de son intensité – à une somme déterminée de travail socialement nécessaire ou quantité déterminée de travail social moyen.*

Ainsi, dès lors que les marchandises passent du statut de pures valeurs d'usage à celui de porteuses de la valeur d'échange, leurs producteurs sont contraints de modifier leur façon d'utiliser le travail. Leurs apports en main-d'œuvre sont désormais rémunérés non seulement sur la qualité de la valeur d'usage qu'ils produisent, mais sur leur capacité à la produire aussi efficacement que les autres producteurs. Cela signifie que le travail lui-même doit être proposé à des niveaux d'efficacité de référence. Et la principale mesure de cette efficacité est le *temps* de travail. Marx donne au temps de travail de cette intensité de référence le nom de travail *socialement nécessaire*.

Les capitalistes recherchent donc du travail concret qui fonctionne à des niveaux d'efficacité socialement nécessaires. Cependant, il est, pour Marx, erroné de qualifier ce genre de travail de « concret ». Nous avons encore incontestablement affaire à différentes sortes de travail puisqu'il est lié à des valeurs d'usage distinctes. Néanmoins, le marché ne rémunère pas le travail sur la base de ses caractéristiques particulières. Il est récompensé en fonction de ses propriétés *relationnelles* : quels sont ses résultats *par rapport* à ceux de ses concurrents, et notamment, quelle est sa productivité en comparaison des autres types de travail ? Ce sont là les dimensions du travail que l'on peut comparer aux autres, qu'il partage avec les autres et qui peuvent être évaluées par une mesure commune. En d'autres termes, le travail est récompensé sur le marché sur la base de ses propriétés *générales*, pas de ses aspects particuliers. Il est récompensé en tant que travail *abstrait* – travail comme tel, travail général, travail moyen – quand bien même ce sont ses formes concrètes qui doivent être exploitées.

Ainsi, le travail abstrait n'est pas un genre de travail différent. Contrairement à ce que laissent entendre les théoriciens postcoloniaux, il n'est pas une autre espèce de travail appelé « travail homogène ». Il est simplement une *dimension* des travaux *concrets* ; il désigne des propriétés que ces derniers ont en commun, des propriétés qui peuvent être comparées les unes aux autres et qui sont récompensées par le marché. La propriété la plus importante de toutes est l'efficacité productive du travail, qui peut être mesurée par sa capacité de rendement. Marx affirme que l'apparition du travail abstrait est spécifique au capitalisme parce que ce dernier crée un mécanisme social qui prend les activités laborieuses disparates et dispersées des producteurs et leur impose une mesure commune. Ce mécanisme c'est la concurrence du marché, et cette mesure c'est le temps de travail. La concurrence pousse les producteurs à ne pas utiliser plus de temps qu'il n'est socialement nécessaire pour produire un bien. Puisque les producteurs sont récompensés sur la seule base de cette dimension, les employeurs ont également cessé de s'intéresser aux multiples qualités du travail fourni par leur main-d'œuvre pour se focaliser sur une seule qualité, qu'ils considèrent de façon

abstraite : l'efficacité productive des travailleurs. Ainsi seulement peuvent-ils rester dans la course. Le capitalisme contraint les employeurs à traiter le travail de manière abstraite, parce que le marché l'exige.

### ***Le travail abstrait et les hiérarchies sociales***

A présent que nous avons tiré des propriétés dynamiques du capitalisme le concept de travail abstrait, il nous reste à étudier la façon dont il se rapporte aux hiérarchies sociales telles que la race, la caste, l'ethnicité ou le genre. La dynamique consistant à traiter le travail abstraitement se concilie avec la persistance des hiérarchies sociales de deux manières distinctes.

Premièrement, si des compétences spécifiques sont associées à différentes communautés de caste ou de race, les employeurs peuvent utiliser les groupements raciaux comme un *mécanisme de tri* au sein du procès de travail. Comme nous l'avons précédemment relevé, les capitalistes trouvent souvent de la main-d'œuvre regroupée dans des spécialisations professionnelles distinctes, associées à des communautés particulières. Les employeurs les embauchent en tant que travailleurs d'un certain type, doués de compétences particulières qui leur sont offertes gratuitement, leur épargnant certains des coûts normalement induits par la formation de leur force de travail. Il s'agit là de la socialisation par la communauté d'une partie de leurs coûts de main-d'œuvre – ce que Marx appelle le « capital variable<sup>8</sup> ». Le capitalisme intègre donc cette division sociale dans la division technique du travail de son usine – il trie les ouvriers dans le procès de travail selon leur identité communautaire, parce que ce tri exploite leurs compétences particulières. Ainsi, les identités communautaires sont protégées et reproduites, parce que les capitalistes y voient une aide dans leur course incessante à la réduction des coûts. Dans le langage de la théorie de la valeur, en cherchant à extraire de la main-d'œuvre ces qualités abstraites qui sont nécessaires à la réalisation de profits, le capitaliste est amené à approuver et à reproduire les identités traditionnelles, et, ce faisant, à favoriser les différences sociales au sein de la force de travail.

Nous devrions à présent noter que la marge d'erreur des employeurs est importante. Certaines conditions peuvent permettre aux capitalistes de trier la main-d'œuvre sur la base de considérations communautaires, quand bien même ils se méprennent sur l'efficacité qu'ils peuvent tirer d'un tel dispositif. Une de ces conditions est que l'entreprise en question se trouve dans une position compétitive saine, jouissant d'importantes marges de profit. De grosses marges donnent aux employeurs un coussin capable d'absorber le coût de tous leurs fantasmes communautaires ou raciaux (concernant les communautés comprenant les travailleurs les plus laborieux, ou les plus habiles, ou les plus intelligents, et ainsi de suite). Plus subtilement, cependant, les employeurs peuvent assouvir leurs fantasmes racistes en fabriquant de toutes pièces des « attributs raciaux », confirmant ainsi apparemment leurs préjugés. [...]

La seconde connexion entre les hiérarchies sociales et le travail abstrait résulte de la possibilité d'utiliser les différences raciales ou communautaires pour obtenir des employés un

---

8 Note du claviste : généralement, le **capital variable** (la force de travail incorporée au procès de valorisation) est appelé ainsi parce que le capitaliste peut en extraire plus de valeur qu'il n'en dépense pour son achat (le salaire), cette différence en valeur (ou plus-value) fait retour au capitaliste, par la vente des marchandises produites, sous la forme du profit en argent. Les moyens de production, les matières premières (cristallisation de force de travail passée) ne peuvent que reconduire la valeur que ces moyens ont incorporée par leur production antérieure (leur coût d'achat pour le capitaliste) ; ces moyens matériels sont donc appelés **capital constant**. L'autre division classique oppose le capital fixe (géographiquement) et le capital circulant. Ici, Chibber semble évoquer la reproduction de la force de travail, notamment sa formation initiale, qui n'est payée, en général, par le capitaliste qu'indirectement, par la fiscalité et les « faux frais du capital » (éducation, santé, transport). Cette formation peut être également fournie gratuitement avec la main-d'œuvre pour l'employeur, dans le cas des migrant-es.

effort de travail supérieur à celui qu'ils fourniraient ordinairement. Rappelons que pour rester compétitifs, les capitalistes doivent trouver une main-d'œuvre qui est non seulement disposée à travailler, mais est encline à le faire à un niveau d'intensité « normale » ou de référence. C'est ce qu'il faut entendre lorsque nous affirmons que les capitalistes traitent le travail comme du travail abstrait – on juge sa qualité en la comparant à celle d'autres types de travail sur le marché. Cependant, ce que l'on peut considérer comme un effort de travail « normal » à un moment donné sera souvent jugé insuffisant dans un futur proche ; en outre, les compétences qui sont jugées appropriées à un certain moment paraîtront souvent obsolètes un peu plus tard. Ainsi, bien que les employeurs doivent chercher de la main-d'œuvre dotée de compétences particulières à un certain moment, ils ne peuvent être *liés* par ces compétences ou ces capacités. Ils doivent être en mesure de s'extirper des activités laborieuses concrètes de leurs ouvriers, afin de pouvoir reconfigurer le procès de travail conformément aux exigences des nouvelles techniques de production au fur et à mesure de leur apparition. Les employeurs mobiliseront alors un nouvel ensemble de types de travail concret, qui fonctionneront à de nouveaux degrés d'intensité et s'accompagneront de leurs propres avantages et inconvénients. Ces capacités particulières resteront en vigueur jusqu'à ce que la norme sociale change de nouveau, contraignant une fois de plus l'employeur à reconcevoir l'organisation du travail. Les capitalistes doivent trouver des moyens d'imposer ces nouveaux critères, et ces nouvelles exigences, à leur force de travail.

Les différences communautaires ont été un puissant instrument permettant une révision à la hausse de ce qui est considéré comme normal. Même si à un certain moment la communauté A est favorisée dans les rapports de travail, ses membres pourraient adopter un rythme de travail qu'ils considèrent comme normal ou acceptable. Dans la mesure où la concurrence accroît les contraintes pesant sur la journée de travail, les employeurs confrontés à la résistance des ouvriers appartenant à la communauté A peuvent alors les menacer d'utiliser, voire employer directement, les travailleurs de la communauté B pour contraindre les premiers à fournir davantage d'efforts. Dans cette dynamique, nul besoin d'inciter les ouvriers à saper les moyens de subsistance des autres communautés ; car en réalité l'insécurité du marché du travail les pousse à offrir leurs services à un prix inférieur et à développer toutes les compétences ou les capacités qui les rendront plus attirants que leurs rivaux. En conséquence, ils s'offrent comme force de travail exploitable, utilisant leurs identités communautaires comme des marqueurs, ou des garanties, de leur fiabilité. Les identités communautaires sont ainsi renforcées à mesure que les employeurs opposent les travailleurs les uns contre les autres dans une guerre d'enchères – en vue de contraindre la main-d'œuvre à produire aux rythmes exigés par la concurrence de marché.

Finalement, il n'y a qu'un petit pas entre l'utilisation des divisions sociales pour accentuer la compétition au sein de la main-d'œuvre et l'utilisation de ces mêmes divisions pour affaiblir la capacité de résistance de la main-d'œuvre face à l'autorité managériale. Nous revenons ainsi, ce qui est loin d'être anodin, à la discussion initiée dans le précédent chapitre lors de laquelle, en cherchant à découvrir ce que le capitalisme universalise précisément, j'affirmais qu'il est rationnel pour les employeurs, dans le contexte de la concurrence capitaliste, de se servir des divisions sociales pour pousser leur main-d'œuvre à fournir le plus d'efforts laborieux possible. Nous sommes parvenus ici dans notre analyse du travail abstrait au même résultat. La pression de la concurrence du marché contraint les employeurs à traiter leurs ouvriers comme les porteurs d'une activité laborieuse abstraite et à structurer le procès de travail de sorte à maximiser la façon dont ils extraient de leurs employés cette activité laborieuse. La dynamique visant à maximiser l'extraction de l'effort de travail n'est rien d'autre que la dynamique visant à maximiser l'extraction de travail abstrait. Ainsi, nous parvenons inéluctablement aux conclusions précédentes, à savoir que les hiérarchies raciales – et par extension les hiérarchies sociales comme celles dont se préoccupent Ranajit Guha et Dipesh

Chakrabarty – se concilient parfaitement avec les dynamiques de l'accumulation de capital et avec le concept de travail abstrait.

### ***Le capitalisme et les hiérarchies sociales***

Il découle de la section précédente que les hiérarchies sociales ne peuvent être contradictoires avec le travail abstrait, puisque c'est précisément le recours à pareilles hiérarchies, qui, souvent, rend le travail abstrait. En d'autres termes, le capital est capable d'inciter ou de contraindre la main-d'œuvre à travailler aux niveaux socialement nécessaires d'efficacité en utilisant, et donc en renforçant, les diverses divisions sociales. A présent que nous avons examiné la signification réelle du travail abstrait, nous pourrions juger utile de revenir aux critiques postcoloniales. Des théoriciens comme Lisa Lowe et David R. Roediger sont parfaitement conscients que les employeurs peuvent tirer parti, voir créer, des divisions raciales ou de caste de façon précédemment évoquée. Ils affirment cependant que ces pratiques vont à l'encontre de la logique du travail abstrait tel que Marx l'a défini. La raison pour laquelle ils soutiennent l'existence d'une tension entre ces deux éléments transparaît dans une formulation de Roediger. Dans un article édifiant coécrit avec Elisabeth Esch et qui retrace en détail l'utilisation des divisions raciales par les employeurs, ainsi que je l'ai précédemment exposé, Roediger conclut que :

*loin de réduire la main-d'œuvre à des contributions abstraites et anonymes dans le procès de travail, le capital et les gestionnaires ont contribué à reproduire les différences raciales sur de longues périodes dans l'histoire américaine et à diviser les travailleurs au point de compromettre les efforts déployés par ces derniers pour s'attaquer aux inégalités de race ou de classe.*

Pour Esch et Roediger, le fait que les employeurs exploitent les identités ou les stéréotypes raciaux est un argument *contre* la pertinence du travail abstrait. Car le travail abstrait réduit apparemment la main-d'œuvre à « des contributions abstraites et anonymes ». Et que signifient « abstraites et anonymes » ici ? Ces termes laissent entrevoir un état de choses dans lequel les travailleurs ne sont pas différents les uns les autres, ou sont interchangeables. Cet argument se situe dans la ligne des autres formulations de Roediger citées plus haut et selon lesquelles le capitalisme, conformément à la logique de Marx, devrait être dépourvu de préjugé racial. Il devrait traiter les travailleurs comme de simples « unités de travail, plutôt que comme des races, des nationalités ou des genres ». C'est là l'argument de l'homogénéité, le raisonnement selon lequel, pour que le travail soit abstrait, il doit être homogène et interchangeable. Les employeurs devraient par conséquent être indifférents à l'identité de leurs ouvriers, puisque dans une force de travail abstraite et anonyme, toute unité donnée d'intrant devrait pouvoir être remplacée par une autre. Et la question de l'identité raciale ou ethnique ne devrait guère entrer en ligne de compte dans le recrutement de la main-d'œuvre. Il s'agit donc de la promesse du travail abstrait : dans son indifférence à l'identité, dans sa considération abstraite de la main-d'œuvre, il fait du travail un domaine « dépourvu de race et équitable ».

Il est vrai que pour Marx la seule chose dont se soucie le capitaliste est la capacité du travail à produire de la valeur. Mais alors pourquoi cette obsession ne mène-t-elle pas à une indifférence par rapport à la race ? Tout simplement parce que les capacités laborieuses des travailleurs ne peuvent pas être séparées de leurs *personnes*. Et que les qualités distinctes associées à leur identité personnelle (comme leur race, leur caste ou leur genre) ont souvent une influence directe sur la qualité de leur capacité de travail. C'est là ce que l'analyse menée dans cette section s'est efforcée d'établir. Les capitalistes n'ont aucun autre intérêt direct que

la maximisation de leur rendement, pour laquelle ils cherchent à extraire de leurs ouvriers l'effort de travail maxima ; c'est leur seul objectif. Mais ce qu'ils découvrent c'est que l'un des dispositifs permettant d'atteindre cet objectif est l'exploitation des identités raciales ou communautaires des ouvriers. En cherchant l'entité abstraite dont ils ont besoin – des travailleurs qui sont disposés à travailler au niveau d'efficacité nécessaire – , ils découvrent que cet apport de travail *abstrait* se présente paré d'identités *concrètes*. La recherche de cette entité abstraite aboutit ainsi directement à une valorisation des identités historiquement spécifiques qui rendent possible son acquisition. Et ce parce que le « travail abstrait » n'existe pas sous la forme d'une substance séparée. Il est une dimension du travail concret, qui est accompli par des *travailleurs* concrets, qui appartiennent à des communautés raciales, ethniques ou de caste particulières et qui possèdent des capacités propres. L'extraction de la capacité abstraite de travail est le résultat d'une négociation avec ces identités concrètes.

Les analyses menées dans nos deux derniers chapitres nous conduisent inexorablement à la conclusion suivante : *le capital peut reproduire les hiérarchies sociales tout aussi clairement qu'il peut les dissoudre*. Certaines propriétés du système, dans certaines conditions, peuvent niveler le paysage social, ce qu'elles font assurément. Mais le système est également capable de reproduire, et même de solidifier, les formes de domination ou de différenciation sociales existantes. La théorie marxienne de l'exploitation n'indique pas clairement l'une de ces deux directions. Selon le contexte, la volonté de produire de la plus-value peut engendrer l'un ou l'autre des résultats. Le recours à la coercition interpersonnelle par les employeurs, ou la persistance des divisions sociales au sein des classes subalternes (comme nous l'avons souligné ici, ces deux phénomènes sont considérés par Guha et Chakrabarty comme des preuves de l'échec du capitalisme) pourrait bien être une *conséquence* de l'universalisation du capitalisme, et non un indice de son échec. La question de savoir si tel est le cas est bien évidemment d'ordre empirique. Il est tout à fait possible que les divers rapports coercitifs, lorsqu'on les observe, puissent constituer une preuve de l'existence de rapports de production précapitalistes. Mais la question de savoir lesquels de ces rapports produisent la coercition interpersonnelle nécessite un examen empirique fouillé. Nous pouvons cependant raisonnablement conclure que la *simple existence* de la domination sociale ne saurait être considérée comme la preuve de l'existence d'une certaine rupture fondamentale dans la mission du capital au moment où celui-ci a pénétré dans le monde non occidental.

Cette conclusion sape à son tour une partie au moins des arguments de Chakrabarty en faveur de l'abandon des théories des Lumières (décrits dans le chapitre 5) au motif qu'elles reposent sur les catégories universalisantes de l'économie politique. Certaines catégories peuvent bien entendu être erronées, ou nécessiter un examen critique. Mais c'est là un point que personne n'a jamais contesté. L'enjeu ici est de savoir si quelque chose dans la structure profonde des théories des Lumières les empêche de prendre en considération l'hétérogénéité sociale, notamment dans les pays du Sud. C'est cette dernière affirmation que nous pouvons récuser. Compte tenu des arguments que j'ai exposés jusqu'à présent, enracinés dans la tradition des Lumières, rien ne nous permet de conclure que pour théoriser la constellation de pouvoir dans les nations postcoloniales il nous faille construire des cadres théoriques entièrement nouveaux. Comme nous l'avons vu, la catégorie la plus abstraite de toutes, le travail abstrait, est parfaitement capable d'expliquer l'hétérogénéité sociale permanente de la classe ouvrière – nonobstant ses détracteurs postcoloniaux. Bien entendu, nous n'avons pas encore terminé – il reste d'autres arguments à analyser. Mais nous avons accompli des avancées importantes contre deux des principaux arguments : l'affirmation selon laquelle l'universalisation du capital s'est trouvée paralysée dans le monde oriental, comme en témoignerait la persistance des hiérarchies sociales ; et l'affirmation selon laquelle la dynamique de ces hiérarchies sociales excède le cadre de pensée des Lumières, et en particulier de la pensée marxienne. »

*On indiquera que le très haut niveau d'abstraction, présent dès le premier chapitre du Livre I du Capital, (« Les deux facteurs de la marchandise : valeur d'usage et valeur », modèle théorique permettant de comprendre l'origine de la plus-value (en valeur), puis du profit (en argent) du capitaliste, donc de l'accumulation du capital) peut être mis en parallèle avec des formes d'explication plus faciles à manier, basées, d'une part, sur l'extension de la **coopération**<sup>9</sup>. C'est une forme d'organisation du travail dans laquelle la somme des salaires individuels et individualisés versés à chaque travailleur « libre » étant inférieure à la valeur de leur travail collectif, social et moyenné, cet écart permet de dégager une survaleur. Mais cette coopération et ses effets multiplicateurs ne sont pas propre au capitalisme, notamment sous la forme de la coopération simple. Il faut donc, d'autre part, la systématisation du **principe d'équivalence** dans le domaine de la production (l'affectation d'un prix aux facteurs de production), incluant les différends de règlement entre entités économiques en concurrence, mais aussi en connivence (la « confiance » commerciale ou « crédit »...). C'est l'émergence du marché capitaliste. « Toute ressource finance un emploi et tout emploi est financé par une ressource » marque l'acte de naissance de la comptabilité moderne : l'attribution d'une estimation monétaire, et de son historique, à l'ensemble des éléments du procès de travail, à travers la systématisation de la **comptabilité en partie double**<sup>10</sup>, à partir du XIV<sup>e</sup> siècle, dans les banques, les entreprises commerciales et les premières manufactures. C'est un outil indispensable pour faire valoir et réaliser... les exigences des actionnaires (dividendes et investissements productifs) dans le cadre concurrentiel du marché capitaliste et de la division du travail qu'il impose.*

*Quand ces deux conditions historiques sont réunies dans le cœur du mode de production capitaliste, le modèle théorique du travail abstrait a trouvé sa base matérielle... La production, directe ou indirecte, des biens et services consommés par le travail vivant constitue la source de l'accumulation de capital. La production des biens de consommation des travailleurs « libres », c'est-à-dire séparés des moyens de production, (la section II de l'analyse marxienne, ou l'une des branches du « double moulinet » de la reproduction du capital) constitue l'une des bases de la reproduction du mécanisme d'extraction de surtravail, l'autre se situant du côté du travail gratuit dans la sphère privée.*

*Dans le texte qui précède, c'est le crédit... de l'analyse marxienne qui est en jeu ! Et on peut donc se laisser aller au petit jeu des analogies : la défense du travail abstrait n'est-il pas aussi, par transfiguration, la défense de la théorie révolutionnaire, et des agents sociaux prétendant à sa maîtrise... Illustration du doublon valeur d'échange/valeur d'usage – parti/masse – actif/passif – théorie/pratique – moyen de production/force de travail... révolutionnaire, bien sûr.*

---

9 « Comparé à une somme d'égale grandeur de journées de travail individuelles isolées, la journée de travail combinée produit de plus grandes masses de valeur d'échange et diminue ainsi le temps de travail nécessaire à la production d'un effet utile déterminé. [...] Comme personnes indépendantes, les ouvriers sont des individus isolés qui entrent en rapport avec le même capital mais non entre eux. Leur coopération ne commence que dans le procès de travail ; mais là ils ont déjà cessé de s'appartenir. Dès qu'ils y entrent, ils sont incorporés au capital. En tant qu'ils coopèrent, qu'ils forment les membres d'un organisme actif, ils ne sont même qu'un mode particulier d'existence du capital. La force productive que des salariés déploient en fonctionnant comme travailleur collectif est, par conséquent, force productive du capital » Karl Marx, *Le Capital*, I, quatrième section : la production de la survaleur relative, chapitre XI : coopération.

10 « La comptabilité en partie double est le principe de base du système comptable utilisé par toutes les entreprises et organisations. Elle est fondée sur l'idée selon laquelle les opérations et la situation financière d'une organisation peuvent être représentées par des comptes. Chaque compte contient l'historique des modifications de la valeur monétaire d'un aspect particulier de l'organisation. On parle de partie double quand l'enregistrement d'écriture est inscrit dans deux comptes (au moins) : un compte débité et un compte crédité.

L'extrait de compte fourni par le banquier fonctionne « à l'envers », parce qu'il est établi du point de vue de la banque : les sommes versées sur le compte du client (salaires, etc.) constituent pour elle une ressource (un crédit ; simultanément, cela augmente la dette de la banque à l'égard de son client, ou réduit la dette du client à son égard s'il est « débiteur »), les sommes retirées (paiement de chèques, carte bleue, etc.) constituent une utilisation (= débit). Du point de vue du client de la banque, s'il utilise une comptabilité en partie double lui-même, ce que la banque appelle crédit (une entrée d'argent) est un débit (c'est une utilisation de l'argent), et inversement (un débit pour la banque est une ressource de son client, donc, pour lui, un crédit). » (merci Wiki...!)

## **Annexe 2**

### **Petit cours de la géopolitique de la modernisation**

(extraits p. 386 à 395)

*Dans cette partie, Chibber argumente contre les subalternistes qui considèrent que les dirigeants nationalistes des pays décolonisés sont restés sous l'emprise de la thématique coloniale et ont engagé « leurs » pays dans la voie de la modernisation et de l'industrialisation, tout en acceptant de fait une position subordonnée dans la division internationale du travail et l'échange inégal. Et ce malgré des tentatives de développement auto-centré et les diverses initiatives du groupe des pays non-alignés.*

*L'intérêt de son développement est utile aussi pour rendre compte des contraintes qui s'imposeraient dans le cas où un pays s'engagerait dans une stratégie de rupture sous la direction d'un gouvernement de gauche radicale appuyée par une base combative... Et peut également servir pour comprendre l'impérative nécessité de rester dans la course pour chaque bourgeoisie nationale au sein du système des États capitalistes, et les politiques (énergétique, numérique, logistique, sanitaire, etc.) qui vont être imposées de gré et de force, quelques que soient les oppositions factices, plus ou moins radicales, que les gouvernements laisseront se développer pour maintenir le spectacle démocratique.*

« Je soutiens qu'il existe deux sortes de raison expliquant que la modernisation ait été traitée comme un impératif par les nationalistes du vingtième siècle. L'une résultait des forces internationales sur les États-nations à l'époque moderne. Nous pouvons les ranger dans la catégorie des *pressions d'en haut*. L'autre ensemble de facteurs était plus local, et était lié aux exigences de la mobilisation politique – nous l'appellerons les *pressions d'en bas*. Dans la plupart des cas, ces deux formes de pressions fonctionnaient ensemble. Mais, qu'elles soient seules ou ensemble, elles faisaient de la défense de la modernisation une stratégie éminemment rationnelle pour les élites politiques.

#### ***Les pressions d'en haut***

Deux pressions distinctes mais liées peuvent être rangées dans cette catégorie – l'une est militaire ou géopolitique, l'autre, économique. Les deux ont frappé les pays les moins avancés très durement. Mais ce ne furent pas simplement les nations nouvellement indépendantes qui ressentirent cette double pression à moderniser. Même les nations européennes, qui n'ont jamais subi la domination coloniale, se sentirent obligés d'adopter un programme similaire.

#### ***La pression géopolitique***

Pour les élites politiques - les agents à l'origine des mouvements nationalistes -, la dimension militaire était probablement la plus importante, puisqu'elles-mêmes n'étaient pas directement impliquées dans l'extraction de surplus. Leur principale préoccupation concernait la stabilité politique face aux facteurs de déstabilisation aux échelles nationale et internationale. Sur le front international, c'étaient les rivalités géopolitiques, exprimées plus précisément à travers le conflit politique, qui captaient l'attention. La guerre avait constitué une préoccupation pour tous les États de la fin de l'époque médiévale aux débuts de l'ère moderne. Mais l'avènement de l'époque bourgeoise s'accompagna de deux changements qui modifièrent en profondeur le calcul du pouvoir. Le premier touchait à l'abondance des ressources nécessaires pour gagner la guerre. L'édification des États absolutistes avait rapidement engendré d'importantes modifications dans les zones non capitalistes. En mobilisant des armées et un équipement militaire qui faisaient paraître minuscule la précédente génération de royaumes féodaux, les absolutismes français et espagnol fixèrent de nouveaux niveaux de référence en matière de ressources nécessaires aux États pour survivre



en tant qu'entités politiques viables. Au dix-huitième siècle, des efforts concertés visant la production de revenus et la centralisation politique étaient entrepris sur tout le continent européen. Cependant, alors que l'on ressentait à tous les niveaux les pressions exercées par les absolutismes continentaux, leur impact fut encore accentué par l'essor de la Grande-Bretagne. Contrairement aux puissances précédentes, qui ne cessaient de puiser toujours plus dans les ressources d'une base agraire boiteuse et arthritique, le pouvoir britannique s'est développé sur des fondations totalement nouvelles, à savoir une économie capitaliste douée d'une impressionnante capacité d'autodéveloppement. L'Angleterre est parvenue à la suprématie en combinant un État fiscal et militaire centralisé (l'héritage de la révolution de 1688) avec une économie à la croissance la plus rapide de l'histoire mondiale.

L'essor de l'Angleterre changea les règles du jeu touchant aux relations internationales. Jusqu'à la Révolution française, les États avaient mesuré leur pouvoir à l'aune de leur population et de leur étendue géographique – chacune étant alors considérée comme une mesure directe de la force géopolitique. C'était un calcul adapté au conflit politique dans un contexte précapitaliste, où les États devaient tirer profit d'une base économique stagnante, et où la croissance des revenus par habitant était soit archi lente, soit inexistante. Dans un tel contexte, le moyen le plus courant d'augmenter le revenu consistait à accroître l'étendue de la population exploitable, les États plus grands pouvant ainsi prétendre être les plus puissants. Mais avec l'essor de l'Angleterre, tout changea. Désormais, les augmentations des revenus pouvaient avoir pour origine non seulement l'accroissement d'une population ou l'élargissement d'une zone géographique, mais aussi l'augmentation du revenu par habitant, rendue possible par les augmentations historiques de la productivité du travail. Une fois que la révolution de 1688 eut réformé l'appareil fiscal britannique en sorte qu'il pût exploiter les revenus engendrés par sa base économique dynamique, il renversa les règles du jeu politique. Un petit pays insulaire, qui avait accusé un retard sur le plan géopolitique au cours du dix-septième siècle, s'imposa comme un acteur mondial de premier plan vers la fin de la guerre de Sept Ans, et comme l'une des deux superpuissances mondiales en 1815, aux côtés de la Russie. Les élites politiques comprenaient désormais qu'il ne suffisait pas d'élargir leur base de ressources ; elles devaient également la transformer sur le modèle capitaliste. Elles devaient la *moderniser* si elles voulaient que leurs États survivent en tant qu'entités politiques viables.

Pour les dirigeants nationalistes, la menace extérieure n'était pas une crainte infondée. Il n'est pas nécessaire de répéter que leurs pays *avaient été colonisés*. Ils connaissaient, d'expérience, le coût de la faiblesse militaire ou de la dépendance économique. Pour les pays qui avaient échappé à la colonisation directe, l'intimidation militaire était une expérience courante. Au dix-neuvième siècle, l'Angleterre n'avait pas hésité à imposer ses produits à des nations plus faibles à travers les actions militaires ou navales. La Chine, le Japon, l'Égypte, la Grèce, le Paraguay – toutes ressentaient la force de la diplomatie de la canonnière anglaise. Au vingtième siècle, presque à la même époque que le mouvement nationaliste indien, le Moyen-Orient était découpé par les grandes puissances, en récompense de leur victoire sur les Ottomans au cours de la Première Guerre mondiale. La trajectoire du militarisme aboutit à l'orgie de la Seconde Guerre mondiale, qui débuta par la *volonté coloniale* d'Hitler d'étendre le Reich au-delà de ses frontières traditionnelles, de prendre le contrôle du cœur de l'Europe centrale, et s'acheva par une autre série de divisions opérées par les grandes puissances dans de vastes régions d'Europe de l'Est et d'Asie de l'Est.

En tant que requérants ou aspirants au pouvoir d'État, les dirigeants nationalistes devaient respecter les vicissitudes du conflit géopolitique. Dans un ordre capitaliste mondial, cela signifiait qu'ils devaient s'occuper de générer des ressources grâce à l'économie nationale. Ils ne pouvaient pas compter sur les seuls bénéfices de la population ou du territoire, même si ces derniers restaient bien entendu de précieux atouts. La principale façon

d'accumuler du pouvoir ne pouvait que consister à encourager le développement d'une base économique plus productive et plus dynamique – à travers la modernisation.

### *Les capitalistes nationaux*

La seconde pression d'en haut était davantage nationale : il s'agissait des demandes formulées par les capitalistes locaux des pays moins avancés dans lesquels l'industrialisation avait pris racine. Même si aucune bourgeoisie ne souhaitait, après 1789, lancer une attaque en règle contre l'ordre agraire, cela ne les empêcha pas de demander à l'État de mettre en place des mesures pour favoriser l'expansion industrielle locale. La raison en était simple. Les entreprises récentes dans les pays moins avancés se trouvaient confrontées au défi colossal de devoir rivaliser avec des concurrents issus des pays plus développés et donc bien mieux placés : ils avaient davantage d'expérience, une meilleure technologie, de meilleures infrastructures, des facilités de crédit, des réseaux de vente, et ainsi de suite. Les capitalistes de pays moins développés affirmaient, à juste titre, qu'ils seraient incapable de survivre contre leurs rivaux plus avancés, à moins que leurs États ne mettent en place des barrières protectrices qui restreignaient l'entrée des biens produits par ces producteurs étrangers plus efficaces, une mesure appelée substitution des importations, et qu'ils n'établissent des institutions économiques nationales qui permettraient rapidement aux entreprises nationales de rivaliser efficacement avec leurs concurrents dans les régions plus développées. Ces deux demandes devinrent rapidement les éléments centraux de la stratégie de développement des nouveaux membres de l'économie mondiale.

Le capitalisme faisait pression pour que l'État acquière des compétences scientifiques et économiques locales – être un État bourgeois pas seulement de façon indirecte, à travers sa défense des droits de propriété, mais de façon plus directe, en encourageant dynamiquement une accumulation plus rapide. C'est là une autre façon de dire que les élites politiques étaient contraintes d'entreprendre une mission de modernisation. Elles étaient tenues de développer la technologie nationale, en sorte que les entreprises n'aient plus besoin de s'appuyer sur le savoir-faire étranger ; elles étaient priées de créer de nouvelles institutions financières, si bien que les entreprises pouvaient lever des fonds pour les investissements colossaux qu'elles devaient réaliser pour égaler leurs rivaux étrangers. Les États devaient construire une infrastructure rationnellement planifiée, de sorte à éliminer tout problème de transport et de fourniture d'énergie. Rien de tout cela n'aurait été possible si l'idéologie nationaliste n'avait pas accepté de faire de la modernisation un véritable impératif, veillant à ce que l'effort soit adapté à l'ampleur de la tâche.

L'appel de la bourgeoisie à moderniser coïncide parfaitement avec les propres intérêts des élites politiques. Non seulement venait-il s'ajouter à leurs raisons d'adopter pareil programme, mais, plus fondamentalement, le soutien des capitalistes locaux donnait aux responsables de l'État une base politique au sein de la classe dirigeante nationale, ce qui eut pour effet crucial de stabiliser le régime. Les pays en voie de développement adoptèrent une stratégie de modernisation misant sur une alliance entre les élites politiques et les capitalistes nationaux. Une telle alliance était importante, parce qu'un programme d'industrialisation pouvait rencontrer, ce qui se produisit quelques fois, une certaine résistance de la part des oligarchies terriennes, qui regardaient le tournant vers l'industrialisation comme une menace pour leur propre pouvoir – en quoi elles avaient parfaitement raison. Aucun État n'aurait pu simplement neutraliser cette résistance s'il ne s'était assuré au préalable le soutien de certains éléments substantiels des classes dirigeantes.

### ***Les pressions d'en bas : le mouvement de masse***

Il avait fallu, dans une certaine mesure, faire face à une troisième source de pression, bien qu'elle ne fut pas aussi importante que les deux premières. Il s'agissait de la pression des couches populaires pour que fût accordée une certaine attention à leur bien-être matériel. La principale raison qui devait inciter les élites à tenir compte de ce facteur était que le nationalisme, notamment à partir du milieu du dix-neuvième siècle, avait davantage pris la forme d'un mouvement de masse. Ce fut le cas dès les révolutions de 1848, qui avaient dans certaines régions un parfum patriotique et nationaliste ; cela devint incontestable à partir des années 1880 ; et le phénomène acquit une évidence éclatante à partir des années 1920, lorsque le nationalisme se réincarna sous forme de mobilisations anticoloniales. Aucune mobilisation, à une échelle massive et dans des conditions d'extrême pauvreté, ne pouvait entraîner une participation soutenue des classes laborieuses si elle échouait à répondre à leur précarité matérielle. Eric Hobsbawm expose cette idée très efficacement dans son audacieuse analyse du nationalisme moderne, en faisant observer que, jusqu'aux dernières décennies du dix-neuvième siècle, la portée du nationalisme purement culturel ne s'étendait pas vraiment au-delà des classes moyennes, que ce soit en Europe ou ailleurs. Ainsi conclut-il amèrement : « Les socialistes de cette période, qui utilisaient le mot « nationalisme » sans le qualificatif « petit-bourgeois », savaient de quoi ils parlaient. Ceux qui menaient les batailles du nationalisme linguistique étaient des journalistes de province, des maîtres d'école et des fonctionnaires ambitieux. » En effet, ce résumé décrit fort à propos les premiers organisateurs du Congrès national indien, ainsi que bon nombre d'autres groupes nationalistes anticoloniaux.

Ce qui transforma ces agitations de classe moyenne en véritables mouvements fut l'arrivée massive des ouvriers et des paysans. Et celle-ci, à son tour, était inconcevable tant que les nationalistes n'avaient pas appris à intégrer les intérêts matériels subalternes dans leur programme politique. Ce fut uniquement lorsqu'ils ouvrirent leur programme aux préoccupations des classes ouvrières que leur mouvement acquit une authentique base populaire. Citons de nouveau Hobsbawm : « *Combiner* les exigences *sociales* et nationale, dans l'ensemble, s'avéra beaucoup plus efficace pour mobiliser en vue de l'indépendance que d'en appeler seulement au nationalisme, dont l'attrait n'était sensible qu'aux classes moyennes inférieures. » Une fois que les nationalismes eurent intégré ces revendications à leur programme, la poursuite de l'indépendance acquit deux éléments indispensables à sa réussite, pas simplement en tant que mouvement, mais comme coalition sociale susceptible de soutenir l'État post-colonial – un consensus essentiel au sein des plus hautes sphères des cercles dirigeants et une solide base sociale au sein des groupes populaires.

Les intérêts subalternes n'étaient jamais rien de plus – c'étaient des intérêts qui occupaient une place subordonnée dans le programme de modernisation. Les élites ne les traitaient pas comme les pressions d'en haut. Tandis que les principaux membres du bloc des puissants (élites politiques et capitalistes) trouvaient ces dernières intrinsèquement bénéfiques, il en allait tout autrement pour le programme social. Les composants du programme social n'étaient acceptés que comme un mal nécessaire. Ils devaient être inclus si le mouvement, et ensuite le nouveau régime postcolonial, voulait s'assurer l'appui d'une base populaire. Ainsi, tandis que les mesures politiques exigées par la géopolitique et la concurrence mondiale se voyaient accorder une priorité absolue, celles qui reflétaient les pressions d'en bas étaient, au mieux, reléguées au deuxième plan. Sur ce point, les récriminations de Ranajit Guha contre la direction politique nationaliste, dont nous avons discuté dans le chapitre 2, sont justifiées : les dirigeants acceptaient les revendications subalternes à contrecœur et avec mauvaise foi. Mais il n'en demeurait pas moins que ces demandes devaient être satisfaites dans une certaine mesure, même si cette satisfaction n'était pas à la hauteur des attentes des classes populaires.

Nous arrivons à présent au point essentiel : il était tout simplement impossible de satisfaire les exigences subalternes en matière d'amélioration de leurs conditions de vie sans voir s'enfuir les capitalistes nationaux, *excepté* à travers un programme de modernisation. Si les ouvriers et les paysans réclamaient des augmentations régulières de leur niveau de vie, et si ces revendications devaient être intégrées au régime politique, alors la seule façon d'y parvenir, *sans entrer en conflit avec les intérêts des élites*, était la croissance économique. A moins que le surplus social ne continuât de croître, les augmentations des traitements et des salaires auraient grignoté la composante du revenu national qui revenait aux classes dirigeantes. La seule manière de concilier l'amélioration du bien-être de la classe ouvrière avec les intérêts de la classe dirigeante consistait à planifier une croissance économique continue. Voilà qui donnait donc aux nationalistes une *troisième* raison d'adopter un programme de modernisation, en plus des pressions ayant pour origine le conflit militaire et la concurrence économique.

Nous sommes à présent en mesure d'expliquer pourquoi les nationalistes choisirent d'adopter une forme modernisatrice de nationalisme. Ils procédèrent ainsi parce que l'économie mondiale capitaliste faisait peser de puissantes contraintes sur les économies nationales qui la constituaient. Les élites politiques ressentaient directement ces pressions, qui menaçaient la viabilité de leurs États, alors que les capitalistes les ressentaient à travers la viabilité de leurs entreprises. A quoi venait s'ajouter la pression des masses à la fois sur les élites et sur les capitalistes pour que fussent améliorées leurs conditions de vie. Il semblerait alors que les nationalistes adoptèrent la modernisation pas tant parce qu'ils avaient passivement accepté la vision du monde découlant des Lumières que parce qu'elle constituait une réponse rationnelle à leur situation. Peut-être n'était-ce pas la *seule* réponse *possible*. Peut-être y en avait-il d'autres, mieux adaptées à la situation et correspondant plus étroitement aux préférences nationalistes. Ce qui faisait l'option de la modernisation une réponse rationnelle, cependant, n'était pas son caractère optimal, mais le fait qu'elle fût adaptée aux contraintes. Il s'ensuit que quel que soit l'autre chemin qui aurait pu être emprunté, quels que furent les mélanges de politiques adoptées, il aurait dû, lui aussi, faire face à ces pressions. »

## **Quelques remarques en passant**

*Ces extraits et commentaires ne doivent pas inciter le ou la passante à extrapoler que le copiste est un dévot du marxisme, orthodoxe ou réformé. Chibber, lui, cite dans son interview (voir les liens plus haut), sans s'émouvoir particulièrement, des références aux textes sur la paysannerie de Lénine, Trotski, et même de Mao. Même s'il faut dissocier le travail théorique des actes et décisions prises par ces dirigeants, il faudrait quand même mentionner, quand on y fait référence, qu'ils sont directement responsables, avec leurs subordonnés, de millions de morts.*

*Le copiste a donc bien en mémoire Kronstadt et l'action contre-révolutionnaire des staliniens pendant la révolution espagnole, le « grand bon en avant » et la « révolution culturelle », etc.*

*Cependant, il considère que le corpus marxien, pour faire très large, contient des bases théoriques et analytiques indispensables pour penser le mode de production capitaliste et tenter d'agir pour le transformer. Et que ce cadre analytique, avec des adjuvants indispensables cependant, est adéquat, voire adhérent, à son objet parce que, premièrement, il a été élaboré au moment historique où ce mode de production s'est lancé à la conquête du monde. Il était plus « lisible » pour cette raison.*

*Deuxièmement, c'est ce corpus théorique (tordu et officialisé, il va sans dire) et certaines méthodes et stratégies d'action politique (discipline de parti, dogmatisme, etc.) qui a le plus interagi avec sa cible : modernisation de l'État tsariste et accumulation primitive accélérée pour l'Union soviétique, rattrapage in extremis pour la Chine grâce à la prise du pouvoir en 1949 par les communistes (avec le beau succès que l'on sait pour la bourgeoisie et la bureaucratie chinoises, lovées dans le PCC), diverses luttes de décolonisation dont beaucoup sous l'étendard du socialisme et avec l'appui, plus ou moins discret, des puissances soviétiques ou chinoises. D'où la remarque ironique de Paul Mattick, sous la forme du titre de son dernier livre : « Marxisme, dernier refuge de la bourgeoisie ? » (<https://entremonde.net/marxisme-dernier-refuge-de-la> ). Sans oublier le point d'interrogation figurant à la fin du titre, Mattick insistait sur les crises inhérentes au mode de production capitaliste et sur le rôle central de l'État moderne pour tenter de les réguler et en limiter les conséquences.*

*Troisièmement, le marxisme comme théorie et le socialisme, au sens large, comme projet politique sont l'expression de l'une des trois classes fondamentales du mode de production capitaliste. Celle dont dépend son organisation, sa légitimation, sa représentation, donc la mise en œuvre d'une de ses possibles et nécessaires transformations. (voir Pour un asociétisme à cette même adresse)*

*C'est aujourd'hui donc à ce double monstre que nous devons faire face : un mode de production exploiteur et destructeur en synergie avec un système d'États modernes : une synthèse entre le libéralisme et un étatisme planificateur (le marché et... le gosplan : sécuritaire, militaire, écologique, énergétique, sanitaire, etc.). Voilà en quelques mots pourquoi le copiste pense utile de faire circuler ces débats entre un théoricien marxiste comme Chibber et la théorie postcoloniale, moins adéquate malgré son appellation « post » et ses contenus « radicaux », à agir sur le réel capitaliste.*

*Oui, regardons le doigt du sage théoricien : ce n'est cependant pas de la Lune théorique mais du cœur des rapports de production que surgit le nouveau !*

*On fera remarquer pour finir que dans les Subaltern Studies, tout comme dans le corpus des analyses et programmes marxien, ou libertaires d'ailleurs, c'est évidemment la pensée et la parole des intellectuel-les qui sont écrites et diffusées. Les subalternes ou le prolétariat sont muets ou sont parlés. On pourrait donc dire qu'il s'agit aussi d'un postcolonialisme des*

*intellectuels, comme on a parlé d'un socialisme des intellectuels<sup>11</sup> ; leur propre intérêts sont déguisés, ceux des subalternes ou du prolétariat sont mis apparemment au centre à la fois comme contrainte et comme alibi Ce qui ne discrédite pas ces démarches, au contraire. Reconnaissons-leur cette cohérence !*

*Dernière remarque pour actualiser la conclusion de Chibber, les vrais subalternes, paysannes et paysans, en Inde ont agi sans attendre les professionnels de la théorie. Une mobilisation sans précédent durant plus d'une année a réussi à faire supprimer trois lois qui visaient à intégrer la production agricole au marché capitaliste. Voir les articles sur ce sujet de Jacques Chastaing, dont le dernier : <https://aplutsoc.org/2021/11/27/inde-26-11-2021-soulevement-paysan-saison-deux-par-jacques-chastaing/>*

*« Ce soulèvement de 500 millions de tous petits paysans et ouvriers agricoles est profondément prolétarien. C'est pour cela qu'il s'est organisé à la base au travers d'un système d'Assemblées Générales décisionnaires et qu'il tendait avec sa coordination nationale à coordonner les multiples luttes en Inde – ouvriers, paysans, femmes, jeunes, étudiants, castes, intouchables, tribus... et à remettre en cause le capitalisme. Il a fait chanceler le pouvoir du parti de droite extrême au gouvernement en Inde le BJP de Modi. Il s'est arrêté en novembre 2021 au bord de la prise du pouvoir, qu'il avait pourtant déjà dans bien des zones rurales, parce que parti d'un simple mouvement économique paysan, sa direction n'était pas prête à prendre le pouvoir, alors que la logique de la situation et les classes populaires y poussaient.»*

*On laisse la dernière phrase pour situer l'auteur politiquement...*

---

11 Texte à télécharger ici : <https://inventin.lautre.net/livres/Makhaiski-Le-socialisme-des-intellectuels.pdf>